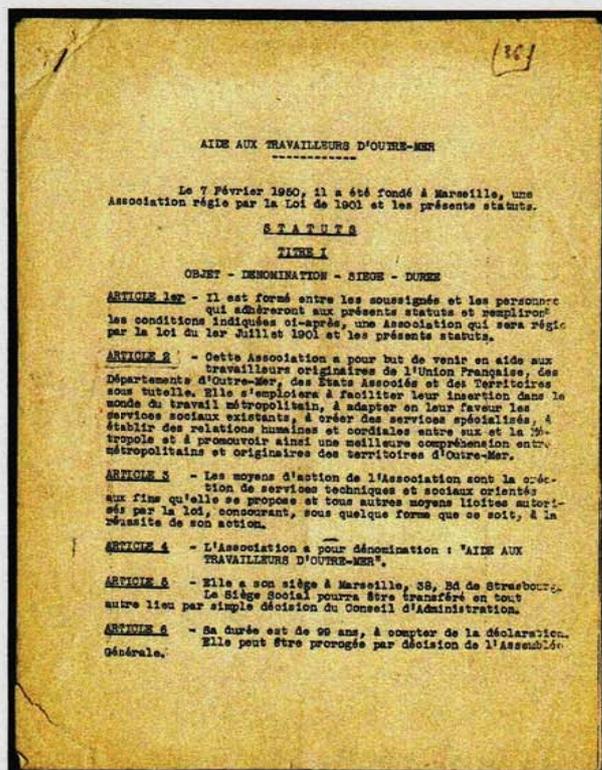


237 J

**Association pour le développement des relations
intercommunautaires méditerranéennes**

1950-2007



Répertoire numérique détaillé

rédigé par Cyrielle Gual, conservateur du patrimoine, stagiaire de l'Institut national du patrimoine

sous la direction de Jacqueline Ursch, conservateur général du patrimoine, directrice des Archives départementales, et de Stéphanie Roussel, directrice-adjointe des Archives départementales

2013

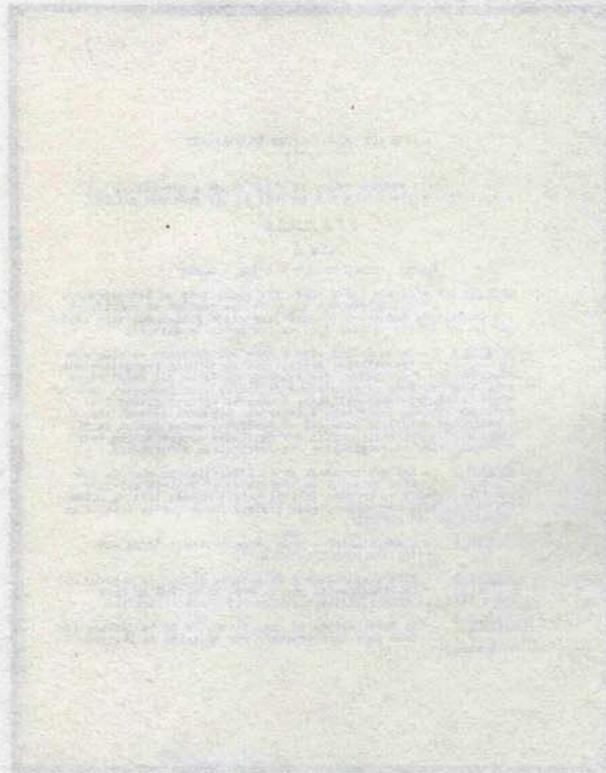
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Centre de Marseille

237 J

Association pour le développement des relations
intercommunales méditerranéennes

1950-2007



Région méditerranéenne
Le Centre de Marseille, siège du département de l'Institut national du
patrimoine
Le Centre de Marseille, siège du département de l'Institut national du
patrimoine, et le Centre de Marseille, siège du département de l'Institut
national du patrimoine

En couverture : Statuts fondant l'association ATOM le 7 février 1950 (1^{ère} page).
Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 237 J 1

Michalczak, Marc
Conseil général 13 / Archives départementales -
Tous droits réservés

INTRODUCTION

Cet instrument de recherche décrit les archives de l'association d'Aide aux travailleurs d'outre-mer (ATOM) devenue Association pour le développement des relations intercommunautaires à Marseille puis Association pour le développement des relations intercommunautaires méditerranéennes (ADRM). Il a été réalisé dans le cadre du stage patrimonial de spécialité organisée par l'Institut national du patrimoine pour les stagiaires conservateurs du patrimoine.

HISTORIQUE DU PRODUCTEUR

DE 1948 A LA FIN DES ANNEES 50 : LA CREATION DE L'ASSOCIATION ET LE DEVELOPPEMENT DES MISSIONS D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION DES IMMIGRES

L'association est créée le 7 février 1950 sous l'appellation ATOM (Aide aux travailleurs d'outre-mer), à la suite d'une enquête effectuée pour le Secrétariat social de Marseille¹. En effet, le contexte marqué par la présence durable des travailleurs immigrés sur le territoire français et le double souci de les contrôler et d'améliorer leurs conditions de vie conduit Maurice Chaixbriand, responsable du Secrétariat, à prendre contact en 1948 avec Louis Belpier², ancien directeur du foyer d'accueil pour étudiants africains de Marseille, afin de réaliser une étude sur les populations logées dans les bidonvilles. Les résultats de cette étude montrent que l'essentiel des populations des bidonvilles est composé de Français originaires des colonies africaines, souvent d'anciens combattants, et de gens du voyage. Conscients qu'il y a des actions à mener pour améliorer les conditions d'accueil des migrants et faciliter leur intégration, les époux Belpier décident alors de créer une association capable de prendre en charge des missions délaissées par l'État. Ils bénéficient, en cela, du soutien, d'une part de la grande bourgeoisie catholique dont ils sont issus tous les deux, d'autre part des pouvoirs publics (Ministère de l'Intérieur et gouvernement français d'Algérie) avec qui ils ont noué des liens pendant la Seconde Guerre mondiale³.

Les activités de l'ATOM visent alors à améliorer les conditions d'accueil des immigrés arrivés pour la plupart seuls, tout en veillant à rompre la situation d'isolement culturel et social dans lequel se trouvent ces derniers. Pour cela, des points de contact et d'encadrement des immigrés sont établis dans la ville. Ainsi le bureau général d'interventions assure un premier accueil sur les lieux d'arrivée au port et à la gare en orientant les personnes vers les services sociaux de droit commun et en les dirigeant vers les foyers situés dans des bidonvilles et des cités. Face à l'afflux massif, les personnes sont reçues sous des tentes où s'organisent les services sanitaires et sociaux de l'ATOM. Un médecin assure chaque semaine la tournée des sites ; une assistance sociale est chargée d'apporter des solutions aux situations administratives et financières compliquées. Il convient, par ailleurs, de signaler qu'un bureau

¹ Les secrétariats sociaux étaient des structures liées au mouvement « Économie et humanisme » qui réunissaient des notables catholiques à sensibilité sociale.

² Voir la notice biographique p. 60.

³ NAYLOR, Edward. Un âne dans l'ascenseur : late colonial welfare services and social housing in Marseille after decolonization. *French History*, 2013, vol. 27, n°3, p. 424-425.

d'interventions dédié à l'Afrique noire est ouvert quelques années plus tard dans le quartier de la Porte d'Aix-Gare Saint-Charles.

L'implantation géographique de l'ATOM à Marseille⁴, porte de l'Orient, au cœur des flux migratoires lui permet alors de jouer vis-à-vis de l'État, un rôle de « laboratoire d'observation »⁵. L'association, par l'expérience qu'elle a acquise en la matière, est amenée à participer pleinement à l'élaboration de politiques publiques d'intégration et d'insertion sociale et professionnelle de cette population.

DE LA FIN DES ANNEES 1950 AUX ANNEES 1970 : UNE REUSSITE SE TRADUISANT PAR UNE EXTENSION DU DOMAINE DE COMPETENCES

À la fin des années 1950, les activités de l'ATOM se diversifient pour proposer de nombreuses animations socio-éducatives en réponse à l'évolution des migrations⁶. Selon les fondateurs, le développement du secteur socio-éducatif se justifie par les différences culturelles que doivent combler les immigrés. Ainsi, dans les centres socio-éducatifs⁷ implantés au cœur des cités, des cours de remise à niveau scolaire et d'économie domestique sont dispensés par des monitrices aux femmes et aux jeunes filles immigrées, considérées comme le ciment du lien social⁸. Les animations organisées dans de nombreux centres socio-éducatifs visent à faciliter l'échange culturel, à informer sur les droits et usages du pays d'accueil, et à accompagner les individus dans le changement⁹.

Pour répondre à la multiplication de ses missions, Louis Belpeer et les membres de son conseil d'administration décident de fonder des associations filiales. Ainsi est créé le CANA, Centre d'accueil nord-africain, qui forme les jeunes gens et réalise les formations et cours du soir pour les adultes. En 1978, le CANA devient essentiellement un centre de formation des femmes étrangères¹⁰. Le relais des formations et apprentissages de jeunes gens est alors pris par l'ACPM, l'Association des centres de préformation de Marseille né en 1958 d'une volonté conjointe du préfet des Bouches-du-Rhône et de Louis Belpeer¹¹. En 1976, le service de diffusion des aides pédagogiques de l'ACPM passe à l'ADAP, Association pour la diffusion des aides pédagogiques, dernière association spécialisée créée par Louis Belpeer. À partir de 1978, l'ACPM coordonne, par conséquent, trois secteurs d'activités : la formation d'adultes (CPM), des adolescents (CPA) et la formation des formateurs.

⁴ De 1950 à 1953 le siège social de l'association se situe Place Victor Hugo, 13003 Marseille. En février 1953, l'association s'installe au 38 boulevard de Strasbourg, 13003 Marseille. Outre son siège social, l'association maille le territoire marseillais grâce à ses centres socio-éducatifs.

⁵ En 1952, Louis Belpeer a d'ailleurs envoyé un rapport au préfet intitulé « Note sur les problèmes des familles nord-africaines dans le département des Bouches-du-Rhône ».

⁶ Les regroupements familiaux sont alors de plus en plus nombreux. Louis Belpeer écrit en 1952 dans son « Note sur les problèmes des familles nord-africaines dans le département des Bouches-du-Rhône » que l'installation des familles est comme « le prolongement naturel de la migration du travailleur ».

⁷ Notamment les centres socio-éducatifs de : Bassens, La Bricarde, La Cabucelle, La Cayolle (Arenas), Les Cèdres, Les Créneaux, L'Estaque, Font-Vert, Fort-Rouge (Toulon), La Gavotte, Les Néréides, La Paternelle, La Pinède (Arenas), Port-de-Bouc, Pressensé, Tilleuls (Aygaldes), Vert-Bois.

⁸ Dans les années 80, les activités proposées par les centres (séjours de vacances, dispositif d'animations éducatives périscolaires, dispositif loisirs quotidiens des jeunes) s'étendent aux jeunes quel que soit leur sexe.

⁹ LYONS, Amélia. Des bidonvilles aux HLM: Le logement des familles algériennes en France avant l'indépendance de l'Algérie. *Hommes et Migrations*, novembre-décembre 2006, n° 1264, p. 44.

¹⁰ Entre la création en 1950 et 1978, le CANA s'est orienté plus spécifiquement vers l'accueil des adolescents migrants.

¹¹ Le préfet des Bouches-du-Rhône est le président de l'association et le directeur de l'ATOM en est le vice-président.

L'ATOM est aussi sollicitée pour des opérations qui concourent à diversifier son champ d'action. L'association devient ainsi gestionnaire du centre de rétention d'Arenc, d'aires de stationnement pour les gens du voyage à La Ripelle (Toulon) et à Saint-Menet (Marseille). Elle est consultée sur l'opération de relogement HLM (les Micocouliers, Font Vert, les Tilleuls, Cap Janet) et sur la résorption des bidonvilles (La Pioline à Aix, les Caillols, l'Estaque, Fort Rouge à Toulon).

Durant ses vingt années d'activité, l'association connaît un succès considérable que traduisent les chiffres suivants. En une seule année, l'ATOM peut enregistrer jusqu'à 100 000 bénéficiaires. Les usagers sont accueillis par 300 moniteurs/monitrices, médecins et assistantes sociales¹² dans près de trente foyers et centres socio-éducatifs, deux centres de formation professionnelle et un centre de vacances¹³. En termes de financement, l'ATOM est subventionnée à près de 95% par le Fonds d'action sociale pour les travailleurs musulmans d'Algérie en métropole et pour leurs familles (FAS) créé en 1958, les 5% restant venant directement des ministères sur des opérations particulières, de la municipalité de Marseille ou du gouvernement général d'Algérie. Entre 1969 et 1980, ce sont ainsi près de 4 millions de francs de subventions qui sont attribués à l'association chaque année¹⁴.

Pourtant, malgré cette réussite, l'association commence à faire l'objet de critiques et son image est écornée par la gestion paternaliste du couple Belpeer.

DES ANNEES 1980 A NOS JOURS : NOUVELLES APPELLATIONS, NOUVELLES ORIENTATIONS¹⁵

La période allant du début des années 1980 à nos jours est marquée par une profonde transformation des réseaux d'acteurs spécialisés dans la gestion des immigrés et par un changement du contexte économique et social. Ces bouleversements induisent notamment de prendre en charge les personnes immigrées ou issues de l'immigration quelle que soit leur origine, mais aussi les individus cumulant des handicaps sociaux.

Un rapport rédigé en 1980 par la Cour des comptes va déclencher une phase de changements au sein de l'association. Dans ce rapport, le cas particulier de l'ATOM est évoqué comme relevant de pratiques financières inquiétantes. Le préfet des Bouches-du-Rhône confie alors au président de la Maison de l'Étranger, une mission de restructuration de l'ATOM. En mars 1981, les Belpeer sont évincés, et le conseil d'administration remplacé. Ce dernier démarre une mission d'expertise financière. De son côté, le FAS engage une mission de contrôle sur les exercices financiers de 1969 à 1980. En 1982, une nouvelle enquête est administrée par l'Inspection générale des Affaires sociales, à la demande de François Autain, secrétaire d'État aux Affaires sociales, et de Georgina Dufoix, ministre de la Santé et des Affaires sociales. Outre les questions financières, cette nouvelle enquête suggère la poursuite des activités de l'association à la condition que l'association n'aspire plus à une situation de

¹² Le recrutement du personnel est alors exclusivement assuré par Louis Belpeer pour les formateurs et les animateurs de centres, et par Simone Belpeer pour les monitrices. Pratiquement aucun des salariés de l'ATOM n'est un ancien usager des services de l'association.

¹³ Centre de vacances de La Gréolières, Alpes-Maritimes.

¹⁴ DUPORT Claire et PERALDI Michel. *Action culturelle, politiques de la ville et mobilité sociale : la longue marche des classes moyennes*, Aix-en-Provence : Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, 1998, p. 54.

¹⁵ Les sources bibliographiques évoquent peu cette période de l'histoire de l'association et le fonds de l'association est, quant à lui, très lacunaire. Cette partie a, par conséquent, été rédigée à partir des notes prises lors d'un entretien accordé en octobre 2013 par Laurent Almeras, directeur de l'association depuis 2004.

monopole et veille à une gestion financière, administrative et humaine plus rigoureuse que par le passé. La dimension paternaliste du dispositif prônée par le couple Belpier est devenue gênante et s'avère non conforme à la politique nationale d'insertion des immigrés dans la société française. Après la dissolution de l'association, les activités de l'ATOM sont partiellement redistribuées à deux associations nouvellement créées. L'ADRM, Association pour le développement des relations intercommunautaires à Marseille, gère le logement et le relogement et suit l'accompagnement social de familles en difficulté, notamment d'origine étrangère. L'AREAT, Association régionale d'études et d'actions auprès des tsiganes, créée par un ancien moniteur de l'ATOM, gère une grande partie des aires d'accueil pour les gens du voyage dans la région. A partir de ce moment, la suppression de l'ATOM et l'installation de la délégation régionale du FAS en 1984 vont permettre le redéploiement des financements du FAS et l'intervention d'une gamme plus large d'associations locales dans la gestion de l'immigration¹⁶.

Le changement de dénomination intervenu en 1984 est révélateur des nouvelles orientations prises. Ainsi, le premier acte de la restructuration consiste en la composition d'un nouveau conseil d'administration qui accueille désormais des représentants des collectivités locales, des offices HLM, d'associations partenaires, des élus du personnel et des représentants des communautés immigrées. En 1986, un nouveau pas est franchi dans le sens de la participation des usagers à la gestion de l'association, puisque les comités d'usagers élisent deux représentants au conseil d'administration.

L'ADRM prône aussi la rénovation de l'action socio-éducative en visant la diversification des publics touchés¹⁷, la collaboration avec des partenaires (notamment la Fédération des centres sociaux et socio-culturels, le Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion, la Maison de l'Étranger), un changement dans le recrutement des animateurs par la participation de bénévoles issus des quartiers à l'encadrement d'activités. La notion de participation des habitants au développement social de leur environnement conduit à un bouleversement du type de relations entre les usagers et les salariés de l'ADRM et l'on passe d'une relation d'aide à une relation de responsabilité. L'ADRM signe, en outre, des conventions avec des centres sociaux, afin de se retirer progressivement de certains quartiers (Bassens, Paternelle, Port-de-Bouc) pour mieux s'implanter dans de nouvelles zones (Cèdres, Vert-Bois, Vieux-Moulin). La politique de vacances connaît aussi des changements par le développement des activités de centres aérés et la multiplication des camps de vacances.

En 1988, dans le cadre de son engagement dans divers projets européens, l'ADRM modifie ses statuts pour devenir l'Association pour le développement des relations intercommunautaires méditerranéennes. L'association recentre alors son intervention sur trois secteurs (l'insertion, l'hébergement et l'habitat). Ainsi, en tant qu'opérateur technique au service de l'État, du Conseil Général des Bouches-du-Rhône et des organismes sociaux, l'ADRM suit les bénéficiaires des minima sociaux et veille à accompagner les individus dans leurs recherches d'emploi. Le secteur hébergement assure la gestion du Centre d'accueil des demandeurs d'asile (CADA) créé en 2001 et de la maison relais « La Pension de Famille ». Dans le domaine de l'habitat, les actions menées par l'association se concentrent sur la mobilisation de partenaires et la participation active aux instances de concertation. Depuis

¹⁶ SALA PALA, Valérie. *Politique du logement social et construction des frontières ethniques. Une comparaison franco-britannique*. Thèse de doctorat en sciences politiques, Rennes : Université de Rennes I, 2005, p. 208.

¹⁷ Désormais les dispositifs mis en œuvre s'adressent à l'ensemble des habitants d'un quartier.

2005, l'association ne propose plus d'actions spécifiques liées à l'immigration. Ce repositionnement a amené l'association à repenser son identité.

DATES EXTREMES

1950-2007

IMPORTANCE MATERIELLE DU FONDS ET SUPPORT

Le fonds est constitué de 200 articles représentant 9,4 mètres linéaires.

Le papier prédomine et est présent sous diverses formes : papier pelure, papier calque. Le fonds comporte des photographies.

HISTORIQUE DE LA CONSERVATION ET MODALITES D'ENTREE

Les archives de l'association ont été collectées par l'association Ancrages, association marseillaise qui œuvre pour la constitution d'une mémoire de l'immigration. Une convention de partenariat a été signée entre cette association et l'ADRM le 23 novembre 2009, en vue d'un don du fonds aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône. Ce dernier a été formalisé dans une lettre d'intention de don signée la même date que la convention de partenariat par le président en exercice, Antoine Trojani.

STATUT JURIDIQUE DU FONDS

L'ATOM/ADRM est une association de type loi 1901.

Le fonds de cette structure ne contient que des archives privées puisque l'association n'a jamais exercé une mission de service public.

À ce jour, le fonds est ouvert car l'association est toujours en activités.

COMPOSITION ET INTERET DU FONDS

Le fonds de l'association, tel qu'il a été collecté par Ancrages, présente d'importantes lacunes. En effet, il manque des typologies documentaires que l'on s'attendrait à trouver dans un fonds associatif comme la copie de la demande d'insertion de la déclaration de l'association au Journal officiel, l'exemplaire du Journal officiel où figure la déclaration de l'association, le registre spécial obligatoire sur lequel sont enregistrées toutes les modifications statutaires administratives et judiciaires ou encore le bail du local abritant le siège social.

D'autres typologies sont présentes à l'état fragmentaire. Il en va ainsi notamment des statuts dont la collection est incomplète, du courrier arrivée, des procès-verbaux des instances décisionnelles des rapports d'activités. Certaines périodes sont moins bien représentées que d'autres. C'est le cas de la période allant de la création à la fin des années 60 et celle allant des années 90 aux années 2000.

Malgré ces lacunes, le fonds présente un intérêt à plusieurs titres. Il permet, tout d'abord, d'appréhender l'histoire d'une des plus importantes associations traitant de la question de l'accueil et de l'insertion des migrants à Marseille, véritable carrefour migratoire. Le maillage territorial mis en place à travers l'ouverture de centres socio-éducatifs et la création d'associations filiales spécialisées ainsi que les réseaux d'influence alimentés par le couple

Belpeer puis étoffés et institutionnalisés par les directeurs successifs sont largement documentés. Les archives de l'ATOM/ADIRIM fournissent, en outre, des informations sur les métiers de l'action sociale. Le recrutement, la formation et la professionnalisation des animateurs/moniteurs peuvent être étudiés à partir des documents d'archives. La vie des centres socio-éducatifs est elle-aussi perceptible de manière très vivante à travers la lecture de certains articles.

TRI ET ELIMINATIONS

Le fonds représentait 11 mètres linéaires lors de sa prise en charge par les Archives départementales¹⁸,

Il a été procédé à des éliminations représentant au total 1,6 mètres linéaires. Les documents n'ayant pas d'intérêt historique ont été éliminés (0,4 mètres linéaires). Les typologies concernées ont été les suivantes :

- cartes de vœux reçues (1986-1989) : le choix de l'élimination a été justifié par le fait qu'il existait des listes de destinataires des cartes de vœux et des rapports d'activités pour la même période. L'étude des réseaux dans lesquels s'insérait l'association est donc possible ;
- frais de déplacement (1986) ;
- dossiers de demandes de ravitaillement formulées par les centres sociaux (1977-1978) : il a été décidé d'éliminer ces dossiers car les inventaires réalisés centre par centre contenaient des informations plus détaillées ;
- devis et factures concernant l'équipement des centres sociaux (1966-1982) ;
- contrats d'assurance (1969-1985) et d'entretien (1984) ;
- demandes de coupons sport auprès de la CAF (2001-2002) ;
- plans de congés du personnel socio-éducatif (1975-1987) : Cette typologie documentaire a été éliminée car l'évolution du temps de travail des moniteurs/monitrices pouvait être appréhendée par les plannings détaillant les horaires de travail du personnel ;
- dossiers de gestion des cotisations auprès de la Caisse interprofessionnelle de retraites par répartition du sud-est (1967-1975) ;
- dossiers de suivi des contributions auprès des ASSEDIC (1969-1972) ;
- dossiers de suivi du versement des cotisations auprès de l'URSSAF (1969-1979).

Le reste des éliminations a concerné des pièces sans valeur :

- les doubles et multiples copies inutiles ;
- les papiers de corbeille ;
- les brouillons lorsqu'ils ne différaient pas de la mise au net.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de l'ATOM/ADIRIM ont été classées en suivant un ordre logique permettant d'embrasser tous les champs d'intervention de l'association. Pour la série organique relative aux activités, l'organigramme de l'association et son évolution ont été respectés. En outre, à

¹⁸ Le dossier transmis par l'association Ancrages comportait une information erronée puisqu'il y était question de 13 mètres linéaires d'archives collectées.

l'intérieur des secteurs identifiés, les missions endossées par l'association ont été mises en évidence.

Il convient, par ailleurs, de signaler que quelques boîtes contenaient du vrac ou des dossiers mal identifiés. Il a donc fallu analyser chaque pièce et les répartir dans les séries organiques du plan de classement.

CONDITIONS D'ACCES

Conformément à la lettre d'intention de don signée le 23 novembre 2008 par Antoine Trojani, président de l'association, le régime général est la libre communicabilité mais des restrictions peuvent être appliquées, notamment au regard de la protection de la vie privée des personnes (délai de 50 ans prévu par la loi n°2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux archives). Les articles contenant des données à caractère personnel et par conséquent protégés par ce délai de 50 ans sont les suivants : dossiers du personnel (articles 237 J 47 à 52) ; registres nominatifs des usagers du bureau général d'interventions (articles 237 J 91-94) ; enquête sociale sur un mineur contenu dans le dossier concernant le Service social départemental de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (article 237 J 141).

CONDITIONS DE REPRODUCTION

Conformément à la lettre d'intention citée ci-dessus, la reproduction des documents est soumise à l'autorisation écrite du président de l'association en exercice. En cas d'absence de réponse de sa part dans un délai de deux mois, le directeur des Archives départementales peut se substituer à lui. En cas de dissolution de l'association et au plus tard vingt-cinq ans après la signature de la lettre d'intention de don, la reproduction des documents deviendra entière libre, sauf pour les documents mettant en cause la vie privée.

BIBLIOGRAPHIE

La présente bibliographie ne prétend pas à l'exhaustivité mais a pour but d'aider le lecteur dans ses recherches, en lui suggérant des pistes de recherche. Les ouvrages et articles ayant été utilisés pour rédiger l'introduction ont été privilégiés. Les cotes entre crochets sont celles de la bibliothèque des Archives départementales des Bouches-du-Rhône.

OUVRAGES GENERAUX

Immigration

ABDERREZAK-LEZEAU, Souad. *Enquête-participation sur l'évolution de la vie culturelle des femmes immigrées maghrébines : Marseille et sa région*. Marseille : ADRIM, 1985, 37 p.

SAYAD Abdelmalek, JORDI, Jean-Jacques, TEMIME, Emile. *Migrance. Histoire des migrations à Marseille*. Tome 4. Saint-Rémy-de-Provence : Édisud, 1991, 224 p. [GAMMA 8019]

TARRIUS, Main et PERALDI Michel. Marseille et ses étrangers. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 1995, vol. 11, n°1, p. 5-132.

Logement social

BERNARDOT, Marc. *Loger les immigrés : la Sonacotra 1956-2006*. Bellecombe-en-Bauges : Éditions du croquant, 2008, 296 p. [EPSI 4545]

LYONS, Amélia. Des bidonvilles aux HLM: Le logement des familles algériennes en France avant l'indépendance de l'Algérie. *Hommes et Migrations*, novembre-décembre 2006, n° 1264, p. 35-49. [PHI 3001 5]

Disponible en ligne sur

http://www.hommesetmigrations.fr/docannexe/file/2176/dossier_1264_dossier_1264_35_49.pdf

(site consulté le 24 octobre 2013)

NAYLOR, Edward. Un âne dans l'ascenseur : late colonial welfare services and social housing in Marseille after decolonization. *French History*, 2013, vol. 27, n°3, p. 422-447.

SALA PALA, Valérie. *Politique du logement social et construction des frontières ethniques. Une comparaison franco-britannique*. Thèse de doctorat en sciences politiques, Rennes : Université de Rennes I, 2005, 637 p.

Disponible en ligne sur

http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/47/62/43/PDF/these_finale.pdf

(site consulté le 24 octobre 2013)

Action sociale

DIEBOLT, Evelyne. *Les femmes dans l'action sanitaire, sociale et culturelle, 1901-2001. Les associations face aux institutions*. Paris : Femmes et associations, 2001, 371 p. [EPSI 3289]

DUPORT Claire et PERALDI Michel. *Action culturelle, politiques de la ville et mobilité sociale : la longue marche des classes moyennes*, Aix-en-Provence : Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, 1998, 131 p.

Disponible en ligne sur

http://www4.culture.gouv.fr/actions/recherche/sdx/apiurl/getatt?app=fr.culture.mrt.cultures_e_n_ville&base=refbiblio&db=refbiblio&id=attach/duport.pdf&doc=refbiblio_65677466c509

(site consulté le 24 octobre 2013)

DURAND, Robert. *Histoire des centres sociaux*. Paris : La Découverte, 2005, 264 p. [EPSI 4162]

OUVRAGES CONCERNANT L'ASSOCIATION ATOM/ADRIM ET SES FILIALES

ANDRIANARISOA, Ny Hery et AUTRAN, Yann. *L'influence de l'environnement sur l'évolution d'une association : Le cas de l'ADRIM*. Mémoire de maîtrise en économie-gestion. Marseille : Université d'Aix-Marseille, 1996, 106 p.

BALLA, Etienne et LEBORGNE, Mathieu. Les associations du kaléidoscope marseillais. Enquête. *La tribune fonda*, 2001, n°149, p. 49-93.

BELPEER, Simone. À Marseille : le CANA (Centre d'accueil nord-africain), *Migrants-Formation*, mars 1979, n°s 32-33, p. 93-95.

CHAFFI, Malika. *Les associations issues de l'immigration depuis la loi d'octobre 1981*. Marseille : Agence pour le Développement de Formation, d'Information et de Coordination, 1989, 221 p.

FAVRE, Marie-Ange. Marseille : une enquête auprès des associations issues de l'immigration, *Hommes et libertés*, juillet-août 2001, n°115, p. 54-55.

FAYMAN, Sonia et KEIL, Micheline. Les associations nées de l'immigration dans la politique d'intégration en Provence-Alpes-Côte d'Azur. *Migrations Études*, février 1993, n°33, p. 1-6.

THERY, Etienne. *Les associations d'aide aux travailleurs immigrés*. Mémoire de maîtrise, 1977, 152 p. [8 J 170]

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Les sources complémentaires sont données par lieux de conservation, ordonnés suivant leur plus ou moins grande proximité géographique du service d'archives où sont conservés les documents décrits dans l'instrument de recherche.

GUIDES DES SOURCES

GUEDJ, Jérémy, DUPUIS Quentin, FOLLIET Delphine, SAGATNI, Tatiana, VEGLIA, Patrick. *Histoire et mémoires des immigrations en région PACA*, 2008.

DERAINNE, Pierre-Jacques, VEGLIA Patrick. *Les étrangers en France. Guide des sources d'archives publiques et privées XIXe-XXe siècles*, 4 tomes, Paris : La Documentation française, Génériques.

SOURCES COMPLÉMENTAIRES CONSERVÉES AUX ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Série J Archives privées

- 207 J Fédération des centres sociaux et socio-culturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur (1978-1996).
- 209 J Centre social Belsunce-Porte d'Aix (1980-2008).
- 223 J Union régionale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (1964-2007).
- 239 J Association des centres de préformation de Marseille (1958-1978).
- 241 J 19 Ligue des droits de l'homme, Section de Marseille nord-sud, Participation aux 1^{ères} rencontres sur l'accueil et l'intégration des réfugiés organisées à Marseille par l'ADRM et le CRIP (1998).
- 246 J Centre d'accueil nord-africain (1952-1978).
- 275 J Comité de liaison pour l'aide à la résorption des bidonvilles (1964-1985).

Série W Archives contemporaines

Cabinet du préfet

- 135 W 51 Relations avec l'Algérie (1968-1972).
Cet article contient notamment le rapport d'activités de l'ATOM de 1967 publié dans la revue *Hommes et Migrations* en février 1968 et absent du fonds traité.
- 148 W 193 Enquête sociale sur la situation des musulmans en métropole. Statistiques et rapports sur la délinquance algérienne. Correspondance avec l'association ATOM. Projet de construction de logements pour Nord Africains (1952-1953).

Service de liaison et de promotion des migrants de la préfecture des Bouches-du-Rhône

1555 W Dossiers des séances de la Commission départementale pour le Logement des immigrés (CDLI) : demandes d'agrément au titre du 1/9^e réservé au logement des immigrés (1983-1990).

29 Séances des 28 juin et 24 octobre 1988.

ADRIM : 1^{ère} tranche d'amélioration du Centre d'accueil, quartier Estaque Riaux Marseille 13016.

32 Séance du 31 mars 1989.

Association ADRIM : première tranche de travaux d'urgence du centre d'accueil et d'insertion des populations du quartier de l'Estaque 3 Montée Castejon 13016 Marseille.

36 Association ADRIM : réalisation de 14 logements pour démunis, 6 rue du Verger 13002 Marseille.

Services du travail et de l'emploi, Formation professionnelle

1223 W 13 Conventions de formation professionnelle avec le CANA.

Affaires financières du Conseil général

2061 W 94 Subventions attribuées au centre ADRIM Vert Bois (1990-1991).

SOURCES COMPLEMENTAIRES CONSERVEES A LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE-PROVENCE

La Chambre de commerce et d'industrie de Marseille-Provence disposerait de fonds complémentaires pour l'étude de l'histoire de l'association ATOM/ADRIM. Ces fonds n'ont pas pu être consultés.

SOURCES COMPLEMENTAIRES CONSERVEES AUX ARCHIVES NATIONALES - SITE DE FONTAINEBLEAU

Ministère du Travail, délégation à l'Emploi

Versement 19860271

Article n°11 Activités de la 3^e section Travaux : construction des foyers d'hébergement (1947-1960).

On trouvera notamment la « Note sur le problème des familles nord-africaines dans le département des Bouches-du-Rhône » écrite en 1952 par Louis Belpeer et adressée au préfet des Bouches-du-Rhône.

SOURCES COMPLEMENTAIRES CONSERVEES A L'INSTITUT DU TEMPS PRESENT, CNRS

Fonds Monique Hervo

ARC 3019 (13) - Associations privées

3 - Aide aux travailleurs d'Outre-mer (ATOM) - région de Marseille.

L'article contient notamment les documents suivants : « L'action de l'Association des travailleurs d'Outre-mer », GIP, avril 1972, (3 pages) ; « Familles algériennes musulmanes », extraits tirés de *Travaux et documents*, Cahier n°20, 1954 (4 pages) ; texte sur la résorption des bidonvilles (Marseille, Aix-en-Provence) [1970], (19 pages) ; « Réflexions sur le logement des familles de travailleurs migrants », Louis Belpeer, *Hommes et Migrations*, janvier 1970 ; *Documents Nord-Africains*, n° 424 et 455, 1961.

Administration et fonctionnement..... 237 J 01-138

Activités..... 237 J 70

Relations avec l'inspection du travail..... 237 J 69

Bénévoles..... 237 J 68-68

Parlements..... 237 J 60-70

Formation..... 237 J 58-59

Licenciements..... 237 J 54-57

Bénéficiaires..... 237 J 48-53

Gestion des ressources humaines..... 237 J 45-48

Syndicats..... 237 J 38-41

Comité d'entreprise..... 237 J 36-42

Instances représentatives..... 237 J 34-35

Personnel..... 237 J 30-33

Contrôle financier..... 237 J 28-28

Comptabilité..... 237 J 26-32

Subventions..... 237 J 24-25

Finances et comptabilité..... 237 J 23

Évolutions..... 237 J 17-8

Correspondance..... 237 J 14-6

Vie interne..... 237 J 13-8

Instances décisionnelles..... 237 J 10-13

SOMMAIRE

Création	237 J 1-3
Administration et fonctionnement.....	237 J 4-25
Instances décisionnelles	237 J 4-6
Vie interne	237 J 7-8
Correspondance	237 J 9-23
Évolutions.....	237 J 24-25
Finances et comptabilité.....	237 J 26-35
Subventions	237 J 26-28
Comptabilité.....	237 J 29-33
Contrôle financier.....	237 J 34-35
Personnel.....	237 J 36-70
Instances représentatives	237 J 36-45
Comité d'entreprise	237 J 36-41
Syndicats.....	237 J 42-45
Gestion des ressources humaines	237 J 46-69
Effectifs	237 J 46-53
Recrutement.....	237 J 54-57
Licenciements	237 J 58-59
Formation.....	237 J 60-70
Permanents	237 J 60-68
Bénévoles	237 J 69
Relations avec l'inspection du travail.....	237 J 70
Activités.....	237 J 71-136

Rapports d'activités.....	237 J 71-90
Accueil et orientation	237 J 91-94
Gestion d'équipements.....	237 J 95-96
Action socio-éducative.....	237 J 98-119
Centres socio-éducatifs.....	237 J 98-118
Locaux et équipement.....	237 J 97-100
Gestion.....	237 J 101-108
Animation.....	237 J 109-118
Centre de vacances	237 J 119
Action sportive.....	237 J 120-125
Logement.....	237 J 126-132
Participation à des opérations.....	237 J 126-128
Réalisation d'enquêtes.....	237 J 129
Participation à des groupes de réflexion.....	237 J 130-132
Insertion sociale et professionnelle	237 J 133-137
Partenariats	237 J 138-192
Partenariats publics	237 J 138-150
Ministères	237 J 138
Département des Bouches-du-Rhône	237 J 139-141
Municipalité de Marseille.....	237 J 142-146
Établissements publics.....	237 J 147-150
Partenariats privés	237 J 151-189
Associations filiales.....	237 J 151-153
Associations non affiliées.....	237 J 154-188
Sociétés.....	237 J 189

237 J 190-192	Partenariats internationaux.....
237 J 193-200	Documentation, information, communication
237 J 193-195	Publications et rapports
237 J 196-197	Communication autour d'événements.....
237 J 198-200	Documentation
237 J 199-200	.....
237 J 101-108	.....
237 J 109-118	.....
237 J 119	.....
237 J 120-125	.....
237 J 126-132	.....
237 J 128-128	.....
237 J 129	.....
237 J 130-132	.....
237 J 133-137	.....
237 J 138-192	.....
237 J 138-150	.....
237 J 138	.....
237 J 139-141	.....
237 J 142-146	.....
237 J 147-150	.....
237 J 151-189	.....
237 J 151-153	.....
237 J 154-188	.....
237 J 189	.....

TABLE DES SIGLES

ACPM	Association des centres de préformation de Marseille
ADAP	Association pour la diffusion des aides pédagogiques
ADDAP	Association départementale pour le développement des actions de prévention
ADRAFOM	Association pour le développement régional des actions de formation des migrants
ADRI	Agence pour le développement des relations interculturelles
ADRI M	Association pour le développement des relations intercommunautaires à Marseille puis Association pour le développement des relations intercommunautaires méditerranéennes
AEMO	Action éducative en milieu ouvert
AEPS	Animations éducatives périscolaires
AEVAM	Association d'entraide des Vietnamiens d'Aix-Marseille
AIL	Amis de l'instruction laïque
AREAT	Association régionale d'études et d'actions auprès de Tsiganes
ARENA	Association pour la réinsertion de l'enfance et de l'adolescence
ARFOSC	Association régionale pour la formation des personnels des organismes sanitaires, sociaux et culturels
ATOM	Aide aux travailleurs d'outre-mer
CADA	Centre d'accueil de demandeurs d'asile
CAF	Caisse d'allocations familiales
CANA	Centre d'accueil nord-africain
CCSTI	Centre de culture scientifique, technique et industrielle
CFDT	Confédération Française Démocratique du Travail
CGC	Confédération Générale des Cadres
CGT	Confédération Générale du Travail
CICA	Comité d'initiative et de consultation d'arrondissement
CIL	Comité interprofessionnel du logement
CLAP	Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
CPA	Centre de préformation pour adolescents
CRIS	Centre régional d'innovations sociales
CODIF	Centre d'orientation de documentation et d'information féminin
DDASS	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
DSQ	Développement social des quartiers
FAS	Fonds d'action sociale pour les travailleurs musulmans d'Algérie en métropole et pour leurs familles puis Fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers puis Fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants puis Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles
FASILD	Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations
FNFS	Fonds national pour le développement du sport
FO	Force ouvrière
IDERIC	Institut d'études et de recherches interethniques et interculturelles

IREMAM	Institut de recherches et d'études sur le monde arabe
LOGIREM	Logement et gestion immobilière pour la région méditerranéenne
LQJ	Loisirs quotidiens des jeunes
OPHLM	Office public d'habitations à loyer modéré
SNAECSSO	Syndicat employeur des acteurs du lien social et familial
SOPREC	Société provençale d'entreprises et de constructions
SONACOTRA	Société nationale de construction de logements pour les travailleurs
SSAE	Service social d'aide aux émigrants
TUC	Travaux d'utilité collective
UDA	Urgence demandeurs d'asile
UFOVAL	Union française des œuvres de vacances laïques
URIOPSS	Union régionale des œuvres et organismes privés, sanitaires et sociaux
ZUP	Zone à urbaniser en priorité

CRÉATION

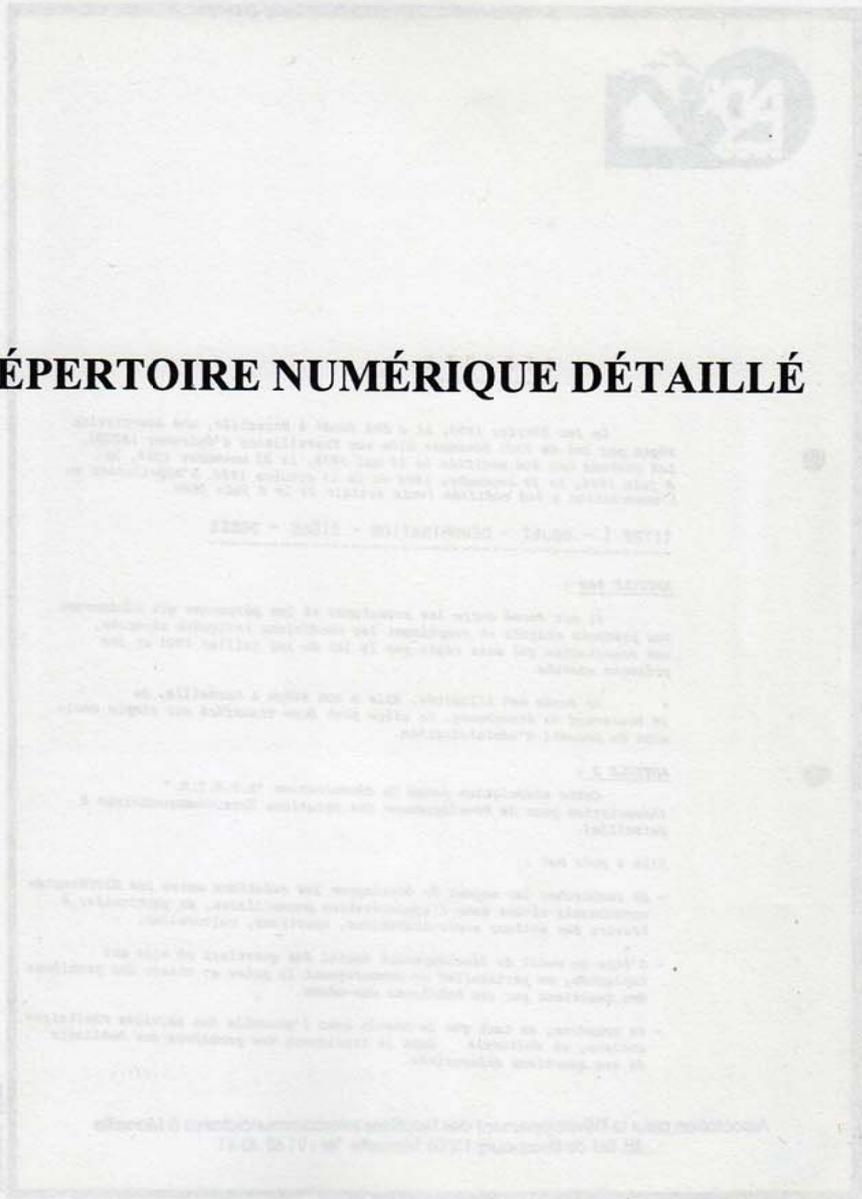
Statuts (7 février 1950, 23 octobre 1950)

237 J 1

1950, 1986

À signaler : les statuts modifiés le 18 mai 1978, le 27 novembre 1983, le 8 juin 1984 et le 23 septembre 1984 sont enregistrés.

RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE DÉTAILLÉ



237 J 1 - Statuts de l'association, 23 octobre 1950 (1^{er} page)

Constitution de l'association (9 février 1950) et modification des statuts (25 août 1958, 27 janvier 1960, 26 juillet 1978); déclaration auprès de la préfecture des Bouches-du-Rhône; révisés.

1950, 1958, 1960, 1978

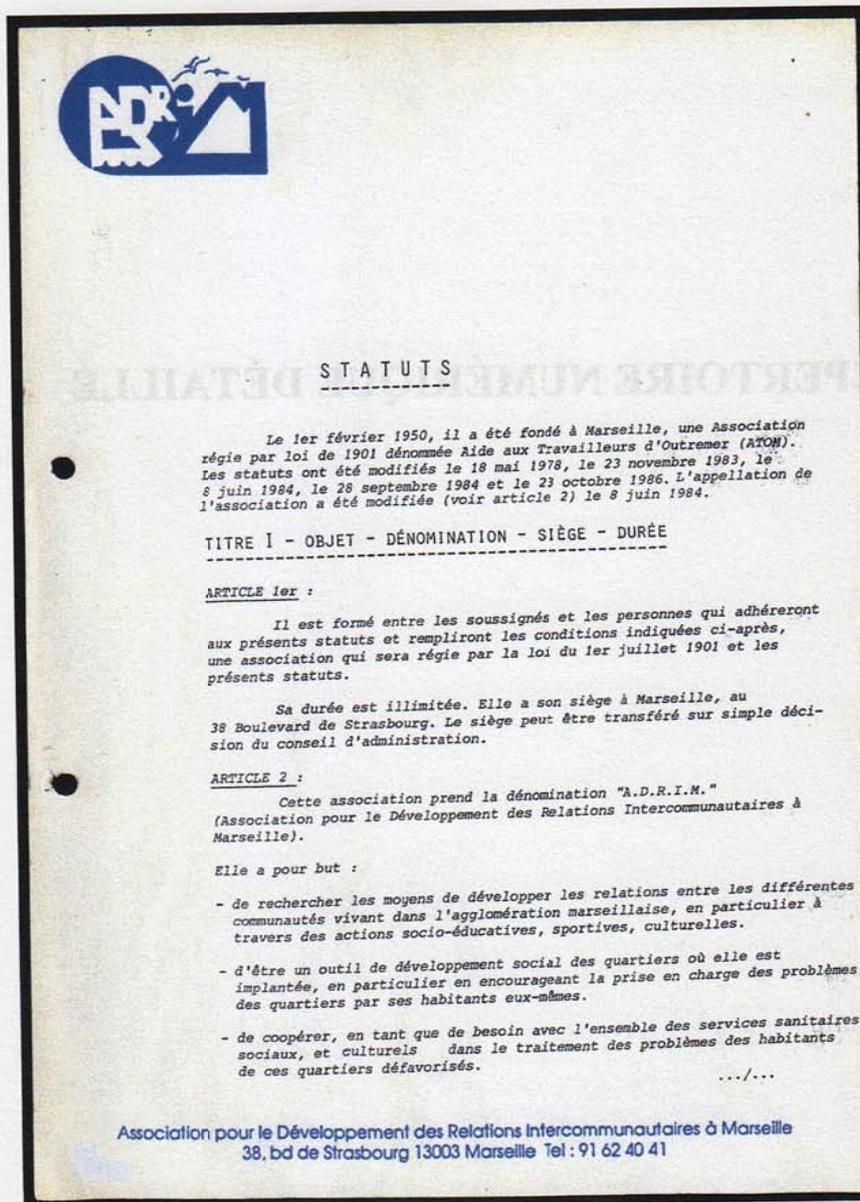
CRÉATION

237 J 1

Statuts (7 février 1950, 23 octobre 1986).

1950, 1986

À signaler : les statuts modifiés le 18 mai 1978, le 23 novembre 1983, le 8 juin 1984 et le 28 septembre 1984 sont manquants.



237 J 1 – Statuts de l'association, 23 octobre 1986 (1^{ère} page).

237 J 2

Constitution de l'association (9 février 1950) et modification des statuts (25 août 1958, 27 janvier 1960, 26 juillet 1978), déclaration auprès de la préfecture des Bouches-du-Rhône : récépissés.

1950, 1958, 1960, 1978

~~A CHARGE DE FAIRE TIMBRER~~

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

LOI DU 1^{er} JUILLET 1901 SUR LE CONTRAT D'ASSOCIATION

2^{me} DIVISION
4^{me} Bureau *1840* **RÉCÉPISSÉ**
Bureau des Associations

Le Préfet des Bouches-du-Rhône certifie avoir reçu de
M. Alfred Trucisnet, Président
le *9 Février* 1950, une déclaration pour laquelle il fait
la constitution,
connaître } ~~les modifications apportées aux statuts~~
 } ~~et les changements survenus dans la composition du Conseil~~
 } ~~d'Administration~~
d'une Association dénommée : *Club des Franciliens*
d'Autre Yeu
dont le siège social est à Marseille : *37 Rue Guiguan*

Le dernier récépissé délivré doit être présenté TIMBRÉ à chaque demande de modification.

Marseille, le *9 Février 1950*

Pour le Préfet et par délégation :
Le Chef de Division,

Le Chef du Bureau
de l'Administration Générale

NOTA. - La déclaration devra être rendue publique dans le délai d'un mois, au moyen de l'insertion au Journal Officiel contenant la date de la déclaration, le titre et l'objet de l'Association, ainsi que l'indication du siège social (art. 1^{er} du décret du 10 août 1901). Un exemplaire du JOURNAL OFFICIEL, contenant cette déclaration, devra être déposé sans retard à la Préfecture (2^e Division, Bureau des Associations). L'Agence Havas se charge de ce dépôt. Faute d'insertion au Journal Officiel la déclaration est nulle. Tous changements survenus dans l'Administration, l'organisation ou les statuts de l'Association devront être déclarés dans les trois mois.

Michalczak, Marc
Conseil général 13 / Archives départementales -
Tous droits réservés

237 J 2 – Récépissé de la déclaration de constitution de l'association faite auprès de la préfecture des Bouches-du-Rhône, 9 février 1950.

237 J 3 Dépôt de procuration et d'actes de société auprès de l'Administration des postes, télégraphes et téléphones (19 mai 1950) : récépissé.

1950

ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Instances décisionnelles

237 J 4 Assemblée générale : convocations, ordres du jour, comptes rendus de réunion, projet de procès-verbal, procès-verbaux, lettre ouverte, organigramme, correspondance.

1950-1971, 1981, 1984, 1985, 1994

237 J 5 Conseil d'administration : convocations, listes des membres, comptes rendus de réunion, projet de procès-verbal, procès-verbaux, notes manuscrites, comptes

financiers, budget prévisionnel, projets de convention, notes, organigramme, tableau statistique, correspondance.

1950-1987, 1992-1994

237 J 6

Bureau : ordres du jour, relevés de décisions, notes d'informations.

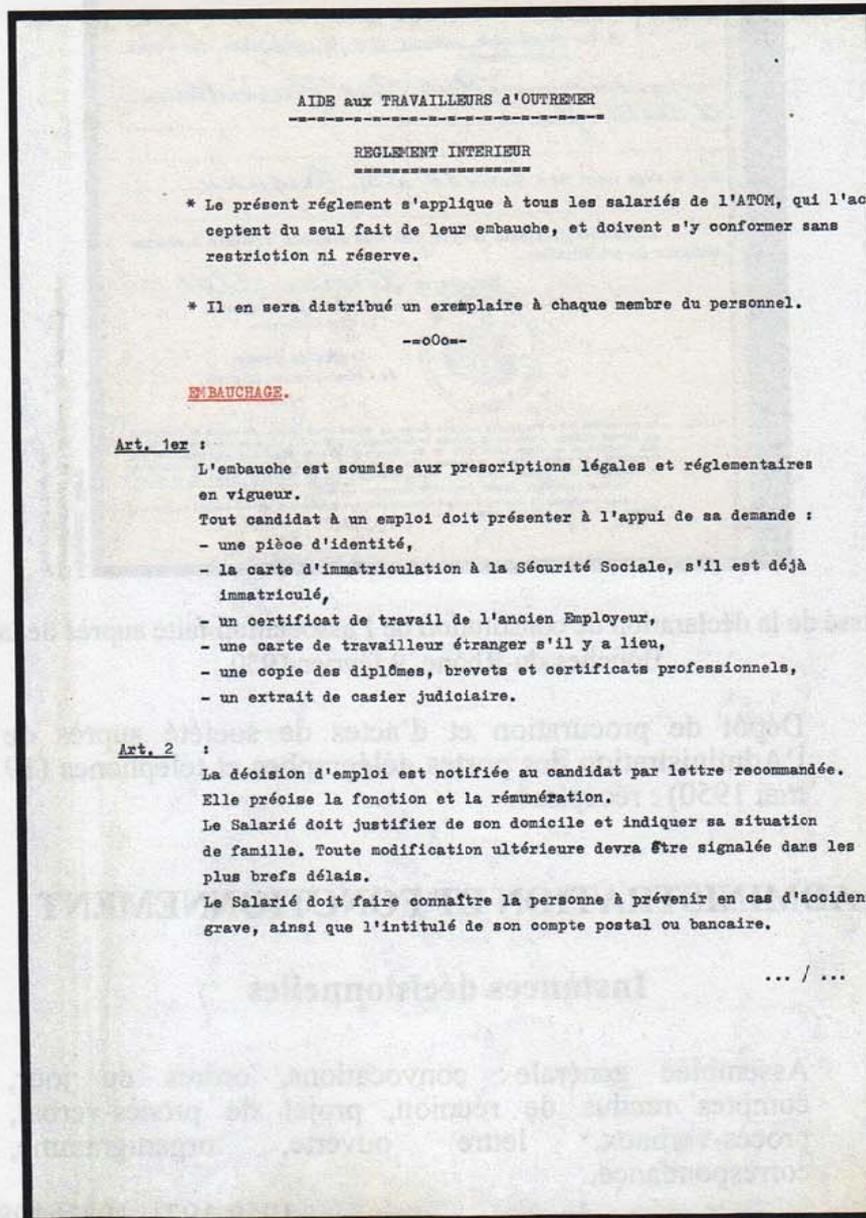
1984-1987

Vie interne

237 J 7

Règlements intérieurs, suivi de la rédaction (19 mars 1974) et de la réactualisation (1975, 1979, 1981) : projets de règlement intérieur, avenants, notes manuscrites.

1974, 1975, 1979, 1981



237 J 7 – Projet de règlement intérieur, 19 mars 1974 (1^{ère} page).

237 J 8 Notes de service. 1969-1981, 1983-1987

Correspondance

237 J 9-21 Courrier départ. 1972-1987

- 9 1972 (décembre)-1974 (décembre).
- 10 1974 (janvier)-1975 (décembre).
- 11 1976 (janvier)-1977 (décembre).
- 12 1978 (janvier)-1979 (décembre).
- 13 1980 (janvier)-1981 (mars).
- 14 1981 (avril)-1981 (décembre).
- 15 1982 (janvier)-1982 (décembre).
- 16 1983(janvier)-1983 (octobre).
- 17 1983 (novembre)-1984 (juin).
- 18 1984 (juillet)-1984 (décembre).
- 19 1985 (janvier)-1985 (mai).
- 20 1985 (juin)-1986 (septembre).
- 21 1986 (octobre)- 1987 (décembre).

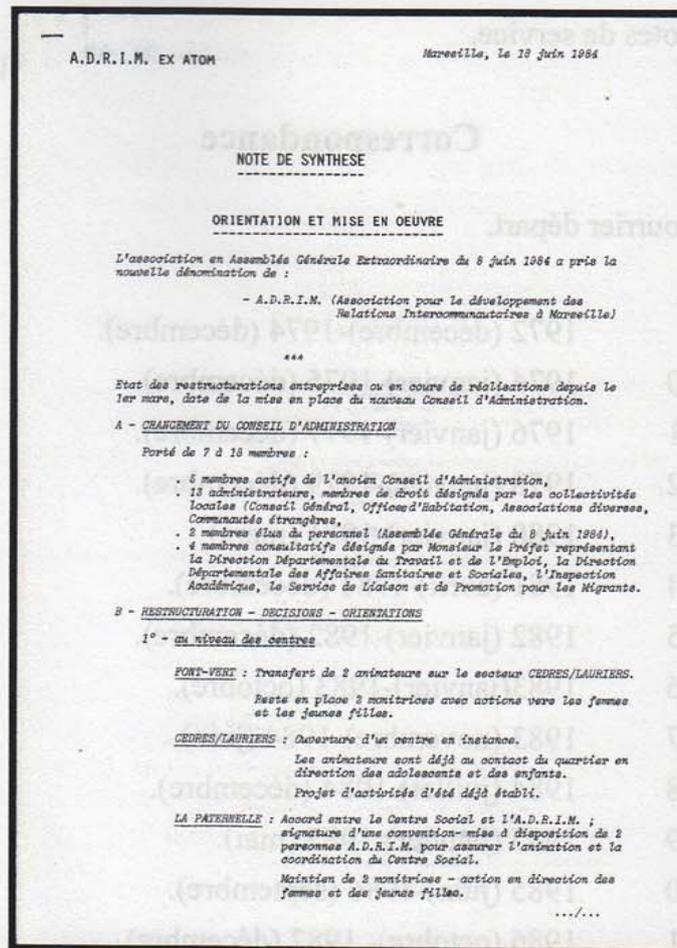
237 J 22 Courrier arrivée. 1966, 1981-1988

À signaler : l'article est très lacunaire.

237 J 23 Listes des destinataires des cartes de vœux et des rapports d'activités. 1984-1985

Évolutions

237 J 24 Réorganisation administrative, élaboration de nouvelles orientations conformément au changement d'appellation de l'association : notes de synthèse, organigramme, pré-rapport d'orientations. 1984, 1985, 1987



237 J 24 – Note de synthèse concernant l'orientation et la mise en œuvre de la réorganisation administrative de l'association, 18 juin 1984 (1^{ère} page).

237 J 25 Plan de restructuration et de redressement financier piloté par Christian Viggiano, commissaire au gouvernement et chargé de mission auprès de l'ADRI, suivi de l'application : rapport sur les comptes annuels et le droit d'alerte, protocole d'accord, correspondance, lettre de démission du président de l'association, règlement intérieur.

1993, 1994

FINANCES ET COMPTABILITÉ

Subventions

237 J 26 Fonds d'action sociale pour les travailleurs musulmans d'Algérie en métropole et pour leurs familles (FAS), demandes de subvention de fonctionnement : formulaires de demande, projets de budget, notes, statistiques, chronologie des interventions de l'association auprès du FAS entre décembre 1983 et juin 1984.

1977-1984

Le Fonds d'action sociale pour les travailleurs musulmans d'Algérie en métropole et pour leurs familles est institué au cœur du conflit algérien par l'ordonnance du 29

décembre 1958 qui le place sous la tutelle du Ministère des Affaires sociales. Le FAS change à plusieurs reprises d'intitulé, traduisant une évolution de ses compétences. En 1964, il devient le Fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers, en 1966 le Fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants, en 1983 le Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles. En 2001 le FAS devient FASILD, Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations.

237 J 27

Comité d'action interministériel pour les affaires sociales intéressant la population musulmane algérienne résidant en métropole, demande d'une subvention de fonctionnement : correspondance.

1956

Le Comité d'action interministériel pour les affaires sociales intéressant la population musulmane algérienne est créé par décret du 7 juillet 1956, paru au Journal Officiel le 13 juillet 1956.

237 J 28

Fonds social européen (FSE), demandes de concours : formulaires de demande, correspondance (1975-1980) ; suivi du paiement et des demandes d'avance : demande de paiement, demandes de versement d'avance, bordereau de transmission, récépissés, avis de crédit, correspondance (1975-1980) ; participation aux travaux préparatoires du FSE : fiches de synthèses d'études et d'expériences pilotes (1973-1975) ; participation à une réunion organisée par le FSE sur le thème des migrants (11 juin 1981) et à une rencontre avec le service social des étrangers de Bruxelles (8-9 octobre 1980) : projet de programme, notes manuscrites, rapports, correspondance (1980-1981) ; documentation : fascicules sur les orientations pour la gestion du FSE, instructions relatives aux demandes de concours, circulaires relatives aux interventions du FSE, directives concernant l'établissement des demandes de paiement et d'aides, note d'information, notes de synthèse, fiches techniques, formulaire de demande de concours, liste des correspondants régionaux, organigramme, correspondance (1973-1981) ; relations personnelles entre Louis Belpier et Wolfgang Stabenow, directeur du FSE : correspondance (1975-1980).

1973-1981

Le Fonds social européen est un fonds structurel instauré en 1957 par le traité de Rome. Dans la période d'après-guerre, il s'est concentré sur la gestion de la migration des travailleurs en Europe. Il s'est par la suite attaché à combattre le chômage des jeunes et des travailleurs peu qualifiés.

Comptabilité

237 J 29

Budget, préparation et exécution : budgets définitifs, budgets prévisionnels, rapport sur l'exercice budgétaire.

1984-1994

237 J 30

Comptes de résultats, bilans de l'actif et du passif.

1984-1999

237 J 31

Plans de trésorerie.

1976-1986

- 237 J 32 Gestion de la paie : bulletins de salaire, bordereaux de saisie des données du mois, fiches de liaison, fiche de mise à jour, cahier de suivi. 1980, 1981
- 237 J 33 Relations avec les banques. – Banque Worms et Cie, ouverture et clôture d'un compte bancaire : récépissé, correspondance (1967, 1973) ; gestion des mouvements bancaires : avis d'arrêté de compte, relevés d'échelle (1969-1973). GMF Banque, demande d'avances de trésorerie : correspondance (1994). 1967, 1969-1973, 1994
- Contrôle financier**
- 237 J 34 Bilan de l'exercice 1992 : rapport du commissaire aux comptes. 1992
- 237 J 35 Trésorerie générale des Bouches-du-Rhône, suivi de missions de conseil et de contrôle financier : compte rendu, correspondance (1952-1965). 1952-1965
- PERSONNEL**
- Instances représentatives**
- Comité d'entreprise**
- 237 J 36 Règlements intérieurs. 1974, 1983
- 237 J 37 Élections : protocoles d'accord, listes des votants, procès-verbaux, correspondance. 1973, 1975, 1977, 1979, 1981
- 237 J 38-40 Réunions : ordres du jour, convocations, procès verbaux, protocoles d'accord, correspondance. 1973-1985, 1987-1996, 1998
- 38 1973 (novembre)-1981 (novembre).
- 39 1982 (janvier)-1988 (novembre).
- 40 1988 (décembre)-1998 (mars).
- 237 J 41 Bilans d'activités. 1975-1981

1981-1987

Syndicats

- 237 J 42 Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) : protocole d'accord, récépissé, plaquettes de présentation, tracts, correspondance. 1973-1981
- 237 J 43 Confédération Générale des Cadres (CGC) : correspondance, récépissé. 1973-1981
- 237 J 44 Confédération Générale du Travail (CGT) : correspondance, tract, récépissés. 1972-1983
- 237 J 45 Force Ouvrière (FO) : protocole d'accord entre le Syndicat employeur des acteurs du lien social et familial (SNAECISO) et les fédérations nationales des syndicats, coupures de presse, articles de périodiques, tracts, correspondance. 1973-1979

Gestion des ressources humaines**Effectifs**

- 237 J 46 Listes du personnel. 1984-1985
- 237 J 47-52 Dossiers du personnel. 1953-1982

Composition d'un dossier type: correspondance, contrat, récépissé, attestation, curriculum vitae, photographies d'identité, cartes postales, avis de prolongation d'arrêt de travail, certificats médicaux, avis de réception, déclaration d'accident du travail.

47 Lettres A-Ch.

48 Lettres Co-Fa.

49 Lettres Fe-K.

50 Lettres La-Ol.

51 Lettres Ou-Ta.

52 Lettres Te-V.

- 237 J 53 Stagiaires. – Travaux d'utilité collective (TUC), suivi et bilan de la formation professionnelle : liste des stagiaires, attestations de stage, fiches d'activités, rapports d'activités, tableau récapitulatif (1985-1987). Non rémunérés, suivi des demandes de stage : correspondance (1983-1986) ; préparation de l'accueil : conventions de stage, correspondance (1981-1984) ; bilan des travaux réalisés : rapports de stage, fiches d'évaluation (1983).

1981-1987

Les travaux d'utilité collective étaient des contrats aidés créés en France en 1984 sous le gouvernement de Laurent Fabius, et abrogés en 1990 lors de l'introduction du Contrat emploi solidarité.

Recrutement

- 237 J 54 Profil du poste de Directeur du secteur socio-éducatif. 1994
- 237 J 55 Candidatures. – Poste de Directeur général : curriculum vitae, lettres de motivation, correspondance (1987). Poste d'adjoint administratif : curriculum vitae, lettres de motivation, correspondance (1981). Postes de Directeur de centre socio-éducatif et d'animateur : curriculum vitae, lettres de motivation, enveloppes annotées, correspondance (1987). 1981, 1987
- 237 J 56 Détachement d'un médecin à l'ATOM, refus du Ministère des Finances et des Affaires économiques : correspondance (1959, 1960). 1959, 1960
- 237 J 57 Fiche de poste de l'adjoint de Direction. 1993

Licenciements

- 237 J 58 Procédure lancée pour cause personnelle. – Directeur général : lettre de convocation, lettre recommandée notifiant le licenciement, protocole d'accord transactionnel. 1994
- 237 J 59 Procédure lancée pour cause structurelle. – Animatrices, suivi de la procédure pour licenciement abusif : certificats de travail, citations du tribunal d'instance, rapports d'expert, notes, copies de jugement du tribunal d'instance, avertissements en conciliation, note de frais d'honoraires des avocats, correspondance (1973-1975). Monitrices : tableau des personnes intéressées par un licenciement économique (1985). animateurs sportifs et Adjoint de direction : tableau détaillant les économies réalisées pour chaque licenciement, liste du personnel (1993). 1973-1975, 1985, 1993

Formation

Permanents

- 237 J 60 Plans de formation continue, définition et décisions concernant les demandes de formation : notes de service,

- notes manuscrites, correspondance, brochure, tableau récapitulant les imputations de formation. 1984-1993
- 237 J 61 Organisme collecteur Uniformation. – Fonds d'assurance formation salariés, création : convention portant création du fonds, statuts de l'association de gestion du fonds (1972). Conseil d'administration : correspondance (1975). Conseil de gestion, réunions : règlements intérieurs, projets de règlement intérieur, convention portant création du fonds, compte d'exploitation, bulletin de participation, budget prévisionnel, rapport d'activités, comptes rendus de réunion, correspondance (1976-1980). Commission des finances, réunions : calendrier de réunion, convocations, comptes rendus de réunion, correspondance (1978). Présidents et vice-présidents de sections, réunions : convocations (1979). Section régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de la section sanitaire et sociale, réunions : liste des membres, convocations, bulletins d'inscription, comptes rendus de réunion, règlements intérieurs, protocole d'accord, correspondance (1974-1982). Journées d'information : invitation, notes manuscrites (1975-1982). Frais de formation et demandes de remboursement : dossiers de demande de prise en charge, dossiers de règlement, bordereaux d'envoi, factures, apurement, correspondance (1973-1983). Documentation : journal d'information trimestriel, magazine Intro Geos, bulletins de liaison du Fonds d'assurance formation d'Uniformation, guide pratique de l'adhérent, fiches de présentation, mode d'emploi concernant les prévisions de formation, mémento concernant les agréments et les plans de formation, prospectus, circulaire, notes (1972-1984). 1972-1983
- 237 J 62 Association régionale pour la formation des personnels des organismes sanitaires, sociaux et culturels (ARFOSC), suivi de l'adhésion : plaquettes de présentation de l'ARFOSC, correspondance (1973-1977) ; participation aux journées de formation : programme de journées de formation, brochure de présentation des formations, correspondance (1972-1977) ; participation aux instances décisionnelles : statuts, liste du conseil d'administration, convocation aux assemblées générales, extrait de rapport d'activités, correspondance (1972-1974). 1972-1977
- 237 J 63 Association des centres de préformation de Marseille (ACPM), participation à des stages de formation : conventions de formation continue, factures. 1975-1976
- 237 J 64 Lamy, participation à des stages de formation : programmes de formation, factures, convocations, notes manuscrites, correspondance. 1975-1977

- 237 J 65 Asfo Provence, participation à un stage de formation : programme du stage, bulletin d'inscription, fiche individuelle de formation, convention simplifiée de formation professionnelle. 1976
- 237 J 66 Institut d'éducation permanente, réception d'une invitation pour participer à un cycle de formation pour animateurs en milieu migrant : communiqué, correspondance. 1976
- 237 J 67 Chambre de commerce et d'industrie de Marseille, département de la formation, participation à un stage : convention de formation professionnelle, facture. 1976
- 237 J 68 Organisation d'un cours d'arabe : correspondance, documentation. 1979, 1981
- Bénévoles*
- 237 J 69 Projet de contrat de formation des bénévoles. s.d.

Relations avec l'inspection du travail

- 237 J 70 Direction du travail et de la main d'œuvre du département des Bouches-du-Rhône, contrôle : correspondance, récépissés (1973) ; déclarations des résultats des élections des délégués du personnel et de l'actualisation du règlement intérieur : correspondance. 1973, 1974

ACTIVITÉS

Rapports d'activités

- 237 J 71-73 Rapports d'activités annuels.
1969, 1973, 1974, 1976-1978, 1980-1982, 1984-1986, 1988, 1991-1999, 2001, 2002
- 71 1969, 1973, 1974, 1976-1978, 1980-1982
- 72 1984-1986, 1988, 1991-1996
- 73 1997-1999, 2001, 2002
- 237 J 74-87 Rapports d'activités des centres socio-éducatifs de Bassens, Bricarde, Cabucelle, Cayolle (Arenas), Cèdres, Créneaux, Estaque, Font-Vert, Fort-Rouge (Toulon), Gavotte, Néréides, Paternelle, Pinède (Arenas), Port-de-Bouc, Pressensé, Savine, Tilleuls (Aygaldes), Vert-Bois. 1971, 1972, 1975-1979, 1985, 1986

74-75 annuels.

1975-1978

Il manque les rapports d'activités annuels pour les centres des Cèdres, des Néréides et de la Pinède (Arenas), de Pressensé et de Vert-Bois. Il manque les rapports des années 1977 et 1978 du centre de Savine.

- 74 Bassens, Bricarde, Cabucelle, Cayolle, Cèdres, Créneaux, Estaque, Font-Vert.
- 75 Fort-Rouge, Gavotte, Néréides, Paternelle, Pinède, Port-de-Bouc, Pressensé, Savine, Tilleuls, Vert-Bois.

76-87 mensuels

1975-1979, 1985, 1986

Il manque les rapports d'activités mensuels des années 1985 et 1986 pour tous les centres sauf pour Cèdres, Estaque, Gavotte, Pinède, Pressensé, Vert-Bois.

- 76 Bassens.
- 77 Bricarde, Cabucelle.
- 78 Cayolle, Cèdres.
- 79 Créneaux.
- 80 Estaque.
- 81 Font-Vert.
- 82 Fort-Rouge.
- 83 Gavotte.
- 84 Néréides, Paternelle.
- 85 Pinède, Port-de-Bouc.
- 86 Pressensé, Savine.
- 87 Tilleuls, Vert-Bois.

237 J 88-90

Rapports d'activités des foyers pour jeunes de Bricarde, Busserine, Créneaux, Fenouils, Gavotte, Strasbourg.

1971, 1972, 1975-1979

88 annuels.

1975-1976

89-90 mensuels.

1971, 1972, 1975-1979

Pour le foyer de Busserine manquent les années 1971, 1972, 1979 ; pour le foyer des Créneaux manquent les années 1971, 1972, 1975, 1979 ; pour le foyer des Fenouils manquent les années 1971, 1972, 1975, 1978, 1979 ; pour le foyer de Gavotte manquent les années 1971, 1972 ; pour le foyer de Strasbourg manquent les années 1975 à 1979.

- 89 Busserine, Créneaux.
- 90 Fenouils, Gavotte, Strasbourg.

Accueil et orientation

- 237 J 91-94 Bureau général d'interventions, suivi des usagers : registres nominatifs. 1975-1983
- 91-93 Registres nominatifs simples. 1976-1983
- 91 1976 (janvier)-1979 (décembre).
- 92 1980 (janvier)-1981 (septembre).
- 93 1981 (octobre)-1983 (septembre).
- 94 Registres nominatifs avec mentions spéciales. 1975-1981

Gestion d'équipements

- 237 J 95 Centre de rétention d'Arenc, suivi des transactions financières avec le Service régional de liaison et de promotion des migrants de la préfecture des Bouches-du-Rhône et les compagnies maritimes concernant le refoulement et le rapatriement des étrangers en situation irrégulière : bordereaux de présence des passagers clandestins de cargos, relevés de compte, factures, correspondance (1972-1981) ; résiliation de la convention liant l'association à la préfecture : correspondance (1969). 1969, 1972-1981

Le Service de liaison et de Promotion des Migrants était un service dépendant du secrétariat général de la préfecture des Bouches-du-Rhône. D'abord situé 5 rue de Cassis, puis 11 rue Edmond Rostand, il a finalement été installé au 66a rue Saint-Sébastien à Marseille. Il s'occupait de l'instruction des demandes de financement au titre du 1/9^e réservé au logement des immigrés. Il était un correspondant du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS) dans le département. Il assurait le secrétariat du Comité consultatif départemental d'action sociale au profit des travailleurs immigrés. Il a été supprimé le 30 juin 1991.

correspondance (1972-1977) ; programme d'amélioration : avant-projets d'amélioration, plans de financement, plans de situation, plans topographiques, correspondance (1977-1978) ; fonctionnement et administration : projet de convention, convention signée entre l'ATOM et la Municipalité de Marseille, règlements intérieurs, correspondance (1977-1981) ; demandes de subventions auprès du FAS pour les travailleurs migrants et de la Caisse d'allocations familiales des Bouches-du-Rhône (CAF) : formulaire de demande, correspondance (1974-1982) ; gestion financière : comptes d'exploitation (1977-1982), budgets prévisionnels (1974, 1977, 1980-1982) ; animation : rapports d'activités mensuels et annuels, fiches de présentation des projets de scolarisation, note sur un projet de long-métrage concernant la population tsigane en Provence-Alpes-Côte d'Azur (1978-1981) ; relations avec les partenaires : documents comptables, convocation, note concernant la gestion et l'encadrement social des aires de stationnement, statuts, correspondance (1976-1980).

1972-1982

Action socio-éducative

Centres socio-éducatifs¹⁹

Locaux et équipement

237 J 97

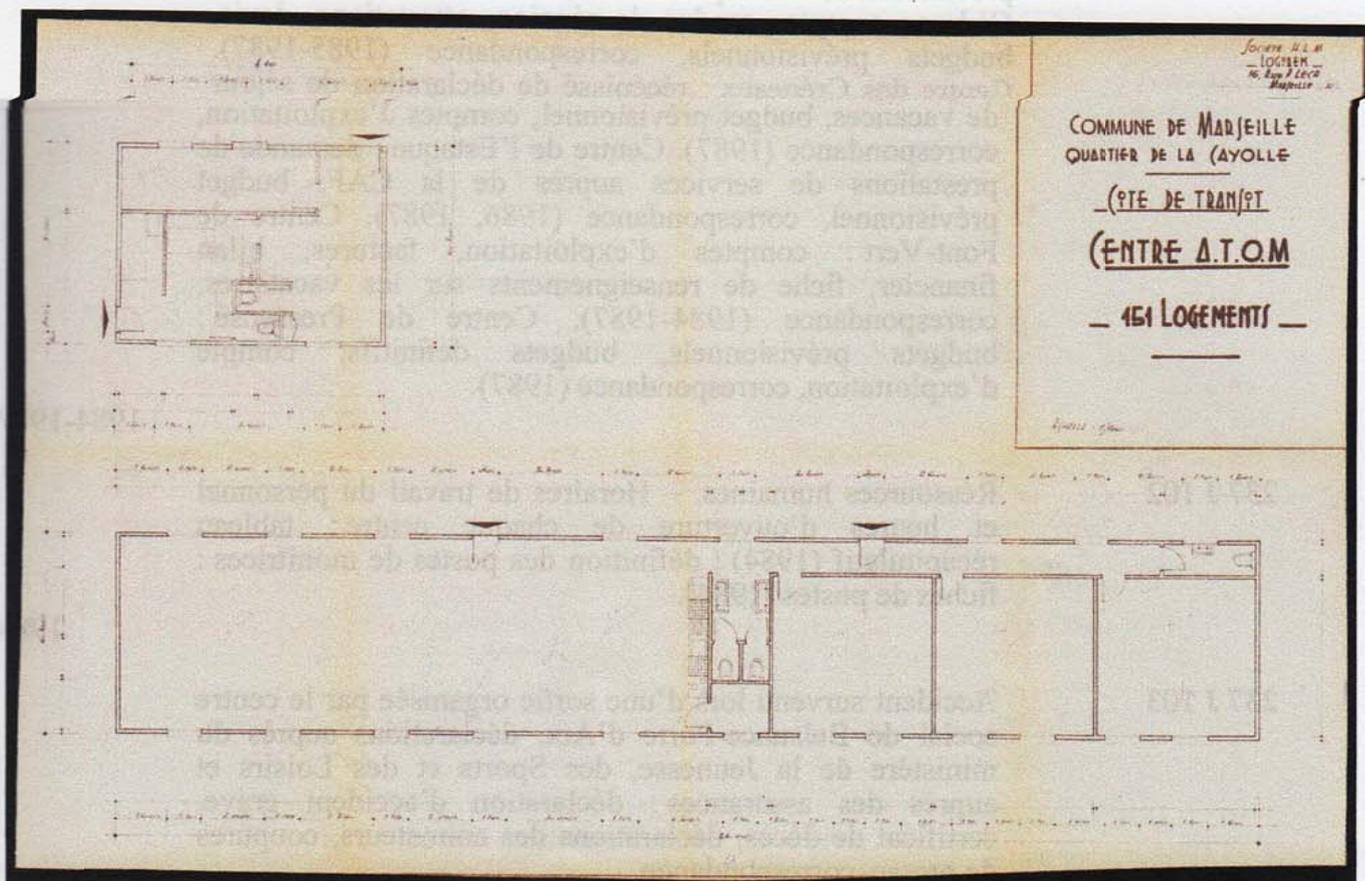
Travaux et entretien. – Centre de Bassens, aménagement par la Société provençale d'entreprises et de constructions (SOPREC) : devis estimatif, plans de masse, plan d'élévation, plan en coupe, plan d'implantation et de nivellement, notes manuscrites, correspondance (1963-1970) ; signature d'un contrat d'occupation avec la Municipalité de Marseille : contrat d'occupation, plan schématique, procès-verbaux de visite, notes de synthèse, correspondance (1966). Centre de la Busserine, aménagement d'un foyer : devis estimatif, plans de masse, factures, correspondance (1965, 1966). Centre de la Cayolle, aménagement dans le cadre de l'opération Cité de transit Marseille la Cayolle : plans de masse, inventaires, quittances de loyer, correspondance (1966) ; mise à disposition des petites sœurs dominicaines d'un local médical dans la cité de la Cayolle : notes manuscrites, police d'assurance, correspondance (1983, 1984). Centre de l'Estaque, achat du fonds de commerce du restaurant Les Flots bleus et du droit au bail : notes manuscrites, compromis de vente, correspondance (1966, 1967). Centre de Fort-Rouge, Toulon, demande de subvention auprès du FAS pour la création du centre : formulaire de demande de

¹⁹ Les centres de l'association ont pris diverses appellations selon les époques (« centres ATOM », « centres socio-éducatifs », « centres sociaux » quand les centres ont obtenu un agrément de la CAF, antennes sociales). Nous avons choisi d'intituler la sous-série organique « centres socio-éducatifs » car cette appellation est celle qui prédomine dans la production documentaire.

subvention, tableau récapitulatif des achats de mobilier, plan en coupe, plan d'élévation, budget prévisionnel, correspondance (1969, 1970). Centre de la Pioline, Aix-en-Provence, réception des travaux de construction de la cité de transit : autorisation à participer aux opérations de résorption du bidonville, plan de masse et de situation, correspondance (1968, 1969) ; demande de subvention auprès du FAS pour la création du centre et suivi du mandatement : formulaire de demande de subvention, tableau récapitulatif des achats de mobilier, factures, correspondance (1970, 1971). Centre de la Rhodes, Toulon, demande de subvention auprès du FAS pour l'installation d'une caravane et la formation des monitrices : correspondance (1968). Centre de Pressensé, dégât des eaux : état des lieux, correspondance (1982).

1963-1971, 1982-1984

À signaler : les plans de masse dont certains sont sur papier calque concernent les centres socio-éducatifs de l'ATOM. Les autres plans (plans d'élévation, plans en coupe et plans de nivellement) concernent les cités dans lesquelles sont implantés les centres ATOM.



237 J 97 – Plan de masse du centre socio-éducatif de l'ATOM au sein de la cité de transit de la Cayolle effectué par la LOGIREM, 1966.

- | | | |
|----------|------------------------------------------------------|-----------|
| 237 J 98 | Inventaires de l'équipement. | 1975-1977 |
| 237 J 99 | Assurance du mobilier : liste établissant la valeur. | 1984 |

- 237 J 100 Logement et gestion immobilière pour la région méditerranéenne (LOGIREM), conventions pour la création de centres socio-éducatifs et suivi des subventions de fonctionnement accordées au titre de l'action socio-éducative de l'association : rapport d'activités, rapport en vue de préciser une politique de logement en faveur des travailleurs isolés à Marseille, mémorandum sur le problème des bidonvilles à Marseille, correspondance (1970-1972) ; fermeture du centre des Tilleuls : inventaire, accusé de réception de lettre de congé, correspondance (1982, 1983).
1970-1972, 1982, 1983

Il manque toutes les conventions signées entre l'ATOM et la LOGIREM concernant la création de centres socio-éducatifs.

Gestion

- 237 J 101 Comptabilité et budget. – Centre de la Cabucelle : comptes rendus de réunion, attestations, devis, budgets prévisionnels, correspondance (1986, 1987). Centre des Cèdres : comptes rendus de réunion, attestations, devis, budgets prévisionnels, correspondance (1985-1987). Centre des Créneaux : récépissé de déclaration de séjour de vacances, budget prévisionnel, comptes d'exploitation, correspondance (1987). Centre de l'Estaque : demande de prestations de services auprès de la CAF, budget prévisionnel, correspondance (1986, 1987). Centre de Font-Vert : comptes d'exploitation, factures, bilan financier, fiche de renseignements sur les vacataires, correspondance (1984-1987). Centre de Pressensé : budgets prévisionnels, budgets définitifs, compte d'exploitation, correspondance (1987).
1984-1987

- 237 J 102 Ressources humaines. – Horaires de travail du personnel et heures d'ouverture de chaque centre : tableau récapitulatif (1984) ; définition des postes de monitrices : fiches de postes [1984].
1984

- 237 J 103 Accident survenu lors d'une sortie organisée par le centre social de Belsunce-Porte d'Aix, déclarations auprès du ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs et auprès des assurances : déclaration d'accident grave, certificat de décès, déclarations des animateurs, coupures de presse, correspondance.
1986

L'ADRM avait mis à disposition du centre social de Belsunce-Porte-d'Aix une monitrice de l'association pour la durée du centre de loisirs sans hébergement.

- 237 J 104 Réunions de secteur. – 1^{er}-13^{ème}-14^{ème} arrondissements : comptes rendus de réunion, projet d'organisation du secteur (1986, 1987). 15^{ème}-16^{ème} arrondissements : comptes rendus de réunion, plan d'organisation du travail (1984, 1985).

- 1984-1987
- 237 J 105 Effectifs des élèves suivant les cours de rattrapage scolaire : listes des élèves (1975, 1976), mouvements des élèves (1977-1979). 1975-1979
- 237 J 106 Signature de conventions concernant le retrait de l'ADRM et le transfert de gestion et de compétences aux centres sociaux. – Centre de Bassens, collaboration avec le centre social : convention, compte rendu de réunion (1985). Centre de la Paternelle, appui technique et logistique au centre social : projet de convention, convention, avenants (1985, 1986). Centre de Tichadou, Port-de-Bouc, appui technique et logistique à l'association de gestion du centre social : convention, correspondance (1985). Centre de Font-Vert, appui technique et logistique à l'association pour l'animation et la gestion des équipements collectifs de Font-Vert et l'association des femmes et familles de Font-Vert : projet social, additifs au projet, projet de statuts de l'association, statuts (1986, 1987) 1985-1987
- 237 J 107 Stratégie de redéploiement dans certains quartiers. – Centre de la Cabucelle, demande d'agrément auprès de la CAF : projet d'implantation, projet d'actions, notice de présentation du centre, correspondance (1986). Centre de la Visitation, étude d'opportunité sur l'installation : pétition des habitants, comptes rendus de réunion, procès-verbal de réunion, notes manuscrites, correspondance (1987). 1986, 1987
- 237 J 108 Partenariats. – Centre des Cèdres, participation au comité de concertation du quartier : comptes rendus de réunion (1987) ; Centre des Créneaux, collaboration avec le camp de Goudargues pour l'organisation d'un camp de vacances : projet de convention, convention, liste des participants, correspondance (1987), collaboration avec l'association Terrain d'aventures Réal-Cayol concernant l'organisation d'un centre de loisirs sans hébergement : convention (1987). Centre de l'Estaque, collaboration avec l'association « Collège-École Quartier » concernant l'organisation des cycles d'animations éducatives périscolaires : notes de synthèse, correspondance (1987). Centre de Font-Vert, participation au conseil d'administration du centre social et au comité d'usagers : comptes rendus de réunion, notes manuscrites (1976, 1977, 1985-1987). 1976, 1977, 1985-1987

Animation

237 J 109

Programmation des activités. – Synthèse à partir des informations fournies par tous les centres sociaux : plans d'activités, plannings hebdomadaires (1984-1987). Centre de la Cabucelle : plannings hebdomadaires (1986, 1987). Centre des Cèdres : plannings hebdomadaires (1987). Centre de l'Estaque : plannings hebdomadaires (1987). Centre de Pressensé : plannings hebdomadaires (s.d.).

1984-1987

CENTRES ADRIUM		PLAN D'ACTIVITES 1985/1986 - CENTRE PAR CENTRE -		
TRANCHES D'ÂGES		0 - 5 ANS	6 - 12 ANS	13 - 16 ANS GARÇONS
ARENAS 245 familles - Cité La Cayolle - Hamou de la Pinède - La Valette - Le Plan de la Jarre - Cité Gradole, etc.		- Etablissement d'une halte garderie en cours. - Prise en charge éducative des jeunes enfants pendant les activités femmes.	- Activités sportives et éducatives : - ateliers, sorties, mini-camps, piscine, films, etc. - Animation péri-scolaire (CM).	- Animation les mercredis et samedis et pendant les vacances scolaires : - sorties éducatives, films, sports, mini- camps, activités plein air.
CRENEAUX (15€) 113 familles			- Animation péri-scolaire (CE 2, CM1 et CP, CE 1) - Activités éducatives : - ateliers, sorties, etc.	- Point rencontre jeunes. - Accueil et informations diverses. - Ateliers divers. - Animations culturelles et sportives. - Sorties mini-camps.
ESTAQUE (16€) 100 familles Cités Fenouil et Pasteur "bidonvilles".		- Projet d'établissement d'une halte garderie en cours.	- Animation péri-scolaire (3 cycles). - Soutien scolaire (CP) - Activités sportives et éducatives : - piscine, sorties, ateliers divers.	- Foyer de jeunes : animation les mercredis et samedis à pendant les vacances scolaires : - Sorties éducatives, films, sports, mini- camps, activités plein air (en liaison avec le C.A.O.).
FONT-VERT (14€) 544 familles		- Prise en charge jeunes enfants pendant les activités femmes.	- Activités socio-éducatives (bibliothèque, ateliers, etc.) - Animation péri-scolaire, (2 cycles) - Sorties enfants/familles.	- (Animation relevant du centre social) - Sorties enfants/familles.

Michalczak Marc
Conseil général 13 / Archives départementales -
Tous droits réservés

237 J 109 – Extrait du plan d'activités établi centre par centre pour la période 1985-1986.

237 J 110

Élaboration de projets et suivi des activités. – Centre de la Bricarde : carnets de bord (1978, 1979). Centre de la Cabucelle, développement du secteur petite enfance et intervention dans l'école de La Calade : rapport présentant les projets, projet d'intervention, notes manuscrites, correspondance (1985-1987). Centre des Cèdres, définition du projet social et du projet pédagogique : projet social, projet pédagogique, rapport d'activités (1986) ; ouverture d'un centre de loisirs sans hébergement : conventions avec l'école Bouge, demande d'ouverture annuelle auprès de la direction départementale Jeunesse et Sports, procès-verbal de visite de la direction de la sécurité et hygiène, correspondance (1985, 1986) ; projet pour une meilleure insertion des personnes âgées : rapport (1986) ; animation d'un journal de quartier : projets, rapports d'activités, correspondance (1985). Centre des Créneaux, définition du projet social : compte rendu de réunion (1987). Centre de l'Estaque, définition du projet social : projet social, note de synthèse, correspondance (1986-1988) ; participation à des réunions de travail : convocations, comptes rendus de réunion (1985, 1987). Centre de Font-Vert, ouverture d'un centre de loisirs sans

hébergement : projet, bordereaux d'envoi, déclaration de première ouverture, demande d'ouverture annuelle, convention, correspondance (1986, 1987) ; actions menées en direction des femmes et des jeunes filles : rapport présentant l'opération, rapport d'activités, correspondance (1986) . Centre de la Gavotte, définition du projet social : projet social (1985). Centre des Néréides, définition du projet social : projet social (1986). Centre de la Pinède, ouverture d'une halte garderie de dépannage : projet pédagogique, règlement intérieur, budget prévisionnel, plan, correspondance (1985, 1986). Centre de Pressensé : ouverture et fonctionnement d'une halte-garderie provisoire dans les locaux de l'école Parmentier : projet pédagogique, convention entre l'ADRM et la municipalité de Marseille, procès-verbaux, agréments, factures, correspondance planning d'activités, notes de synthèse, notes manuscrites sur les axes de travail correspondance (1986-1988) ; création et fonctionnement d'un club vermeil dans le cadre du Développement social du quartier Belsunce : fiches-actions, dossier de contrat de plan développement social des quartiers, budget prévisionnel, bilan du club, comptes rendus de réunion, correspondance (1986, 1987).

1978, 1979, 1985-1988

237 J 111

Bilan des activités. – Synthèse à partir des informations fournies par tous les centres sociaux : note sur le travail effectué, comptes rendus des activités, rapports d'activités, bilans, comptes rendus de réunion, notes de synthèse (1981, 1984-1987). Centre de la Cabucelle : plan d'activités, bilan des activités, rapports d'activités, projets, correspondance (1986, 1987). Centre des Créneaux : rapports d'activités (1986, 1987). Centre de Font-Vert : bilan des sorties, rapports d'activités, rapports sur les actions menées en direction des enfants (1985). Centre de Pressensé : rapport d'activités, rapport de stage, bilans d'activités (1986, 1987).

1981, 1984-1987

237 J 112

Rattrapage scolaire. – Examen d'entrée : sujets, tableaux récapitulatifs des notes (1975, 1976). Contrôles des connaissances trimestriels : notes manuscrites faisant le bilan des évaluations, tableaux récapitulatifs des notes (1975-1977). Manuel de cours de géographie (s.d.).

1975-1977

A T O M Année scolaire 1975-1976

SUJETS DE L'EXAMEN DE SEPTEMBRE 1975

Premier Niveau

a) **Francis** : (sur 20)

1 - **Dictée** : (sur 10)
la gare - le café - papa fume la pipe - Ali a
été malade - un ami - la lamo - l'école.

2 - **Questions** : (sur 10)
- Complétez par le mot qui manque : chemise -
pain - tôte. (6 pts)
Bachir coupe le
Dalila achète une
Maman lave la de Nadia.
- Conjuguez le verbe laver au présent. (4 pts)

b) **Calcul** : (sur 20)

1 - **Dictée de nombres** : (sur 10)
2 - 5 - 7 - 11 - 15 - 18 - 23 - 34 - 41 - 55,

2 - **Opérations** : (sur 10)

13	12	36	41	76	78
+ 21	+ 15	+ 12	- 24	- 15	- 29
=	=	=	=	=	=

12	15	8 F + ... = 12 F.
x 2	x 3	29 F - ... = 18 F.
=	=	

c) **Lecture** : (au choix sur 20)

Deuxième Niveau

a) **Francis** : (sur 20)

Michalczak, Marc
Conseil général 13 / Archives départementales -
Tous droits réservés

237 J 112 – Sujets de l'examen proposés aux jeunes suivant les cours de rattrapage scolaire dans les centres socio-éducatifs de l'ATOM, septembre 1975.

237 J 113

Cycles d'animations éducatives périscolaires, organisation : fiches de présentation des cycles, listes des intervenants, notes manuscrites, correspondance (1984, 1985); demandes de subvention auprès du FAS : formulaires de demandes, avant-projet, correspondance (1984-1986); suivi des activités par le FAS : comptes rendus d'activités, bilans, correspondance (1985, 1986).

1984-1986

Destiné aux enfants étrangers ou d'origine étrangère de l'école élémentaire (circulaire n° 1-82 du 10 juin 1982 du Ministère de la Solidarité nationale et du ministère de l'Éducation nationale), le dispositif d'animations éducatives périscolaires (AEPS) était financé par le FAS et avait pour objectif de lutter contre l'échec scolaire en créant et en finançant la mise en place dans le temps périscolaire par les collectivités locales ou/et les associations des actions d'accompagnement scolaire d'entraide scolaire et de jeux. La circulaire du 14 août 1984 élargit le public des cycles AEPS aux enfants français rencontrant les mêmes difficultés. Ce dispositif est abrogé par la circulaire n°2000-341 du 22 juin 2000.

- 237 J 114 Opération « Jeunes volontaires » : comptes rendus de réunion. 1984
- 237 J 115 Opération « Objectifs Jeunes » : fiches détaillant les sorties proposées, budgets, comptes d'exploitation, factures, correspondance. 1982-1986
L'opération « Objectifs Jeunes » proposait diverses activités financées par le FAS. Les ateliers et les sorties étaient fondés sur un projet pédagogique.
- 237 J 116 Loisirs quotidiens des jeunes (LQJ). – Demande de subventions pour plusieurs centres socio-éducatifs auprès de la direction départementale de la Jeunesse et des Sports : fiches de présentation de chaque centre mentionnant les activités prévues et le budget prévisionnel, tableau de suivi budgétaire, correspondance (1985). Centre des Créneaux, suivi du projet et bilan : fiche de présentation des projets, notes de recettes et de dépenses, budget prévisionnel, bilan, correspondance (1985, 1986). Centre de la Gavotte, suivi du projet et bilan : liste des participants, compte d'exploitation, notes de recettes et de dépenses, correspondance (1985, 1986). Centre de l'Estaque, suivi du projet : convocation, tableau de suivi budgétaire, correspondance (1985, 1986). Centre de la Pinède, suivi du projet et bilan : fiches de présentation du projet, budget prévisionnel, compte rendu du projet, bilan financier, correspondance (1985, 1986). 1985-1987
Le programme interministériel Loisirs quotidiens des jeunes est piloté par le secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports. L'objectif est de contribuer à la prévention de la délinquance en favorisant l'organisation d'activités culturelles, socio-éducatives et sportives pour des jeunes en voie de marginalisation.
- 237 J 117 Opération « Phocémées 90 » organisée par la Municipalité de Marseille, le FAS et la préfecture des Bouches-du-Rhône, projet de labellisation d'animations culturelles : fiches techniques, compte rendu, liste des partenaires, note d'information, invitation, correspondance. 1989
- 237 J 118 Séjours de vacances. – Camps sous tentes, organisation et bilan : projets, programmes, budgets, comptes rendus, rapports rédigés par les enfants, correspondance (1979, 1980). Camp de Noël à Briançon (22-28 décembre 1984) : liste des participants, récépissé de déclaration de séjour de vacances, contrat d'engagement à durée déterminée, notes manuscrites, compte d'exploitation, correspondance (1984). Camp à Allos (24-30 mars 1985) : récépissé de déclaration de séjour de vacances, contrat d'engagement à durée déterminée, notes manuscrites, compte d'exploitation, correspondance (1985). Camp de neige au château d'Ancelle et aux Grailles (24-30 mars 1985) : programmes, fiche descriptive, liste des inscrits, notes manuscrites, correspondance (1985). Colonie à La Ciotat (14 août-1^{er} septembre 1986), organisation : programme,

liste des inscrits, bons vacances de la CAF, circulaire envoyée aux parents, déclaration du chef de famille, trousseau, fiches de suivi de paiement, fiche sanitaire de liaison (1986). Colonies à Autrans (1^{er}-15 juillet, 15-30 juillet 1986), organisation : programmes, bons vacances de la CAF, circulaire envoyée aux parents, liste des inscrits, tableau d'inscription (1986). Colonies à Ancelle (1^{er}- 21 juillet, 23 juillet-12 août, 14 août-1^{er} septembre 1986), organisation : programme, liste des inscrits, demandes d'allocation départementale, bons vacances de la CAF, circulaire envoyée aux parents (1986). Colonies à la Seyne-les-Alpes (1^{er}-23 juillet, 23 juillet-12 août 1986), organisation : programme, bulletins d'inscription, liste des inscrits, bons vacances de la CAF, circulaire envoyée aux parents (1986). Week-end au 13^e festival mondial de l'image sous-marine proposé par le centre de l'Estaque (3-7 décembre 1986), organisation : projet pédagogique, liste des inscrits, programme du festival, compte d'exploitation, factures, note d'information, correspondance (1986). Vacances familiales à Valouise (28 février-7 mars 1987) : budget prévisionnel, compte rendu, notes manuscrites (1987).

1979, 1980, 1985-1987

Centre de vacances

237 J 119

La Gréolières, Alpes-Maritimes, fonctionnement et gestion : budget prévisionnel, factures, rapport d'activités, notes manuscrites, correspondance (1975, 1976) ; Renouvellement des licences auprès de l'Union française des œuvres de vacances laïques (UFOVAL) : formulaire de souscription, licences, correspondance (1983, 1984) ; mise en vente : annonce de vente, inventaire (1984, 1985).

1975, 1976, 1983-1985

Action sportive

237 J 120

Club de football et de VTT, identification auprès de la Municipalité de Marseille et demande d'agrément auprès du Ministère de la Jeunesse et des Sports : notification d'agrément, fiche d'identification.

1987, 2000

237 J 121

Financement, demande de subvention au titre du contrat d'agglomération de la Municipalité de Marseille : convention entre l'ADRM et l'association pour promotion des activités sportives et d'éducation populaire, note d'opportunité, budget prévisionnel, correspondance (1987) ; demandes de subvention auprès du Fonds national pour le développement du sport (FNFS) géré par la direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports : formulaires de demande, correspondance (2000).

1987, 2000

- 237 J 122 Commission Sports, suivi de l'organisation des activités sportives : programme d'activités, comptes rendus de réunion, correspondance.
1986, 1987, 2001, 2002
- 237 J 123 Participation à des manifestations extérieures, suivi de l'organisation. – Tournoi de Beach Soccer organisé par Exotica Voyages dans le cadre de la 75^{ème} foire internationale de Marseille : programme de la journée, documentation (1999). Tournoi international de football de Ghisonaccia, Corse : bilan du tournoi avec photographies (1996). *Nike International Premier Cup* : bilan du tournoi contenant des photographies, brochure (1996).
1996, 1999
- 237 J 124 Projet sportif local pour les 13^e et 14^e arrondissements de Marseille piloté par les mairies d'arrondissement, participation à un groupe de travail : convocation, ordre du jour, charte du projet sportif local, correspondance.
2002
- 237 J 125 Prévention de la jeunesse par la pratique sportive, réflexions : rapports sur le sport à l'ADRIM et sur l'action prévention dans la cité des Cèdres.
1987, 1999, 2000

LOGEMENT

Participation à des opérations

- 237 J 126 Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale dite MOUS de la Commission d'arrondissement de Marseille, candidature au projet : projet définitif, correspondance.
1993
- La maîtrise d'œuvre urbaine et socialement a pour objectif de promouvoir l'accès au logement des personnes et familles défavorisées. C'est une prestation d'ingénierie dont le champ favorise la prise en considération de situations très diverses comme l'accès au logement de gens du voyage sédentarisés, la reconstruction d'un foyer de travailleur migrants et la transformation en résidence sociale.*
- 237 J 127 Espaces-ressources des résidences de Loubon-Littoral-Zoccola créés par l'agence Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (Sonacotra), animation : diagnostic social, convocation, programme de journée de réunion, budgets, notes manuscrites, support de formation, grille d'entretien, fiches d'orientation et de suivi, correspondance.
2000, 2001
- 237 J 128 Marseille-Aménagement et Service immobilier rural et social 13, signature d'une convention pour la production et

la gestion de logements adaptés : convention, correspondance.

2005

Réalisation d'enquêtes

237 J 129 Questionnaire sur les problèmes de logement social soumis aux centres socio-éducatifs : formulaire, réponses des centres des Cèdres, de Font-Vert et de Vert-Bois, rapport de l'atelier habitat.

1985

Participation à des groupes de réflexion

237 J 130 Opération « Amélioration du logement des travailleurs immigrés à Marseille », organisation de la visite du secrétaire d'État à l'Immigration, Paul Dijoud, à Marseille (18-19 novembre 1974) : coupures de presse, communication en conseil des ministres (1974) ; élaboration d'un programme d'urgence : notes de synthèse, tableau résumant le programme proposé, notices sur les opérations, tableau listant les îlots insalubres, correspondance (1974, 1975).

1974, 1975

237 J 131 Opération « Amélioration de la Zone à urbaniser en priorité (ZUP) n°1 Le Canet-Malpassé », participation aux réunions de concertation organisées par le Secrétariat général de l'Expansion : comptes rendus de réunion, rapport moral et technique (1976-1978) ; création d'une association regroupant la Municipalité de Marseille, l'ATOM et la LOGIREM : projet de statuts, correspondance (1976).

1976-1978

237 J 132 Projet de concertation. – Quartier Croix-Rouge, cité La Bégude, propositions concernant la mise en place d'un dispositif d'interventions à la demande du FAS : rapports sur la concertation de quartier, diagnostic de l'intervention, notes manuscrites, correspondance (1986, 1987). Quartier Saint-Joseph, cités la Maurelette, les Micocouliers, Vieux-Moulin, propositions concernant la mise en place d'un dispositif d'interventions à la demande du FAS : rapport sur les projets concertés dans le quartier Saint-Joseph, plans, convocation, correspondance (1985-1987).

1985-1987

Insertion sociale et professionnelle

237 J 133 Lutte contre les discriminations. – Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD), octroi d'une subvention : convention d'attribution de subvention, avenant financier.

2006

237 J 134

Lutte contre la précarité. – Pension de famille, 35 boulevard de la Liberté, 13001 Marseille, demande de subvention de fonctionnement auprès de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales des Bouches-du-Rhône (DDASS) : formulaire de demande, budget prévisionnel, correspondance (2005, 2006) ; demande de subvention de fonctionnement auprès de la municipalité de Marseille : fiche de renseignements, formulaire de demande, compte de résultat, arrêté portant agrément, bilans d'activités, rapport d'activités, convention de partenariat avec la Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés, correspondance (2004, 2005) ; signature d'une convention de partenariat avec la Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés et demande de financement : convention, comptes annuels de l'ADRIM, bilan d'activités de la pension de famille, bilan annuel d'occupation, factures, correspondance (2004-2006).

2004-2006

237 J 135

Lutte contre le racisme, participation à un collectif relayant au plan local les actions de SOS Racisme : compte rendu de réunion, plan d'actions, prospectus.

1985

237 J 136

Prise en charge des réfugiés et demandeurs d'asile. – Centre d'accueil de demandeurs d'asile (CADA), La Phocéenne, financement par la DDASS des Bouches-du-Rhône : convention avec la DDASS concernant l'action insertion dans le logement des personnes réfugiées ou régularisées, avenant de convention, bilan des actions, bilan financier, budget prévisionnel, rapport d'activités, correspondance (2005, 2006). Centre relais insertion réfugiés, demande de subvention auprès de la DDASS des Bouches-du-Rhône : formulaire de demande, bilan des actions, livres comptables, correspondance (2005, 2006). Unité d'urgence demandeurs d'asile (UDA) de la Capelette, demande de subvention auprès de la DDASS des Bouches-du-Rhône : formulaire de demande, budget prévisionnel, factures, conventions, correspondance (2005, 2006). Opération relogement des réfugiés statutaires ou ménages régularisés, demande de subvention et d'aide forfaitaire à la médiation locative auprès du bureau du logement et de l'habitat de la préfecture : formulaire de demande, conventions, correspondance (2004). Santé Plateforme Réfugiés et Action Interprétariat en direction des demandeurs d'asile, demande de subvention et suivi des actions : convention entre l'ADRIM et la DDASS pour la prise en charge des demandeurs d'asile, protocoles d'accord avec d'autres associations dans le cadre de l'action interprétariat, bilan d'activités, rapports d'activités, budgets prévisionnels, compte de résultat, correspondance (2004-2007).

2004-2007

- 237 J 137 Formation et emploi. – Commission nationale provisoire de formation des migrants, participation aux réunions : comptes rendus de réunion en séance plénière (1977-1978), comptes rendus de réunion des groupes de travail (1977-1978), rapports (1975-1978), notes de synthèse (1976-1979), correspondance (1977-1979). Plan local d'insertion par l'économique, élaboration : projet de plan local, projet emploi formation, plaquette de présentation de formations (1992). Appui social individualisé, demande de subvention auprès de la DDASS des Bouches-du-Rhône : avenant à la convention, formulaire de demande, budget prévisionnel, certificats de dépenses, bilan des actions, correspondance (2004-2006). Validation des Acquis de l'Expérience, convention de prestation de services avec le Ministère de l'Éducation nationale : convention, factures, attestation financière, budget prévisionnel, compte rendu de réunion, correspondance (2004, 2005).
1975-1979, 1992, 2004-2006

PARTENARIATS

Partenariats publics

Ministères

- 237 J 138 Ministère du Travail. – Secrétariat général de la formation professionnelle, contrôle des modalités de formation professionnelle continue : correspondance (1978). Direction de la population et des migrations, demande de subvention auprès du FAS et participation à un programme de formation des migrants : comptes rendus de réunion, notes de synthèse, récépissé, correspondance (1976-1981).
1976-1981

Département des Bouches-du-Rhône

- 237 J 139 Comité consultatif départemental d'action sociale au profit des travailleurs étrangers, participation à des groupes de travail : invitations, comptes rendus de réunion, correspondance.
1982-1985
L'ATOM/ADRIAM a notamment participé à un groupe de travail s'intégrant à campagne nationale « Vivre ensemble » lancée à la suite de la publication de la circulaire du 16 mars 1984 du Premier Ministre, Pierre Mauroy.

- 237 J 140 Commission « Délinquance et cadre de vie » du Comité départemental de prévention de la délinquance, participation à un groupe de réflexion : invitation, étude d'impact, rapports d'études, note de synthèse, correspondance.
1986

- 237 J 141 Section Action éducative en milieu ouvert (AEMO) du Service social départemental de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, organisation des permanences des assistantes sociales AEMO au sein des centres socio-éducatifs de l'ATOM : correspondance (1974, 1975) ; suivi d'une candidature pour le CANA d'un mineur ayant fait l'objet d'une enquête sociale : compte rendu de consultation psychologique, correspondance (1973, 1974). 1973-1975

Municipalité de Marseille

- 237 J 142 Relations entre la Municipalité de Marseille et l'ADRM, reconnaissance des missions de l'association : projet de convention, correspondance (1985) ; refus de reconduction d'une subvention de fonctionnement dans le cadre du redressement de l'association : fiche récapitulative des relations entre la Ville et l'association, correspondance (1993, 1994). 1985, 1993, 1994

- 237 J 143 Section équipements spéciaux et bidonvilles de la Commission extra-municipale d'aménagement du territoire communal, participation à des réunions : invitations, comptes rendus de réunion, notes manuscrites. 1967

- 237 J 144 Commission locale de développement social des quartiers, participation à des réunions : convocations, ordres du jour, comptes rendus de réunion, convention, notes manuscrites, correspondance (1985-1988) ; pré-programmation des actions concernant l'opération Marseille-Centre-Belsunce : fiches actions (1986-1988). 1985-1988

- 237 J 145 Conseil communal de prévention de la délinquance, participation à des groupes de travail : ordres du jour, convocations, comptes rendus de réunion, notes manuscrites, correspondance. 1985

- 237 J 146 Comité d'initiative et de consultation d'arrondissement (CICA), participation à des réunions : invitations, notes de synthèse, coupure de presse, correspondance. 1984, 1987

Établissements publics

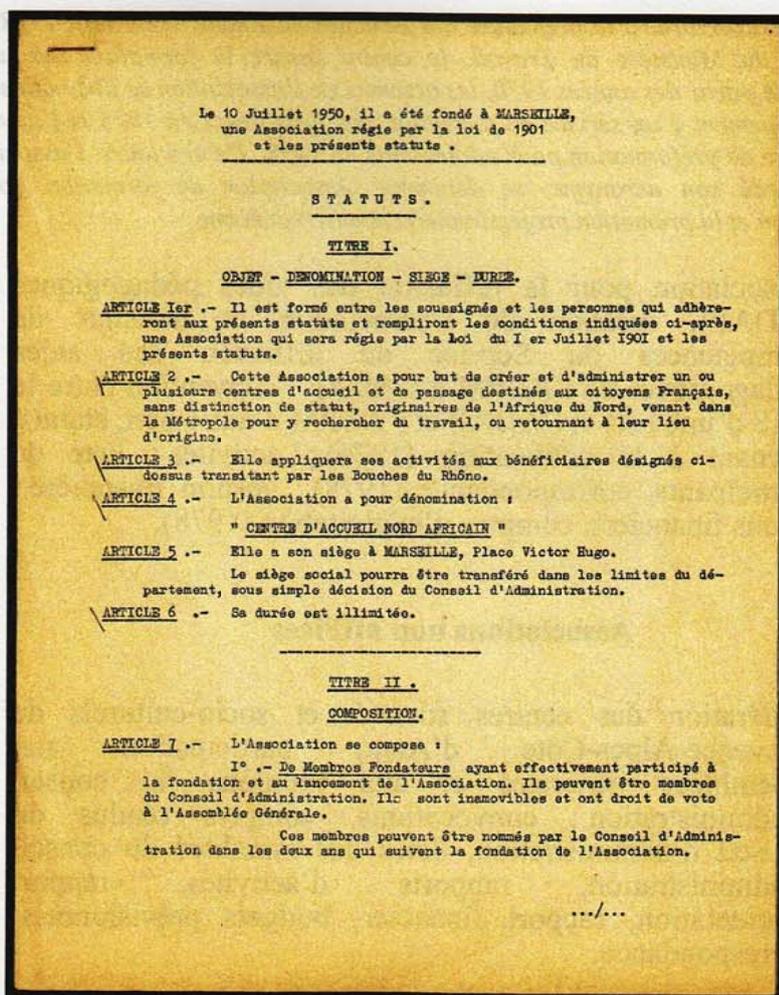
- 237 J 147 Office public d'habitations à loyer modéré (OPHLM) de la Municipalité de Marseille, demandes de logements réservés aux migrants dans le cadre du programme pluriannuel urbain signé entre le maire de Marseille et la secrétaire d'État chargé des travailleurs immigrés : liste des logements, liste des familles accueillies,

- correspondance (1976-1980); participation au conseil d'administration: convocation, comptes rendus de réunion, notes de synthèse, correspondance (1976-1978, 1984).
1976-1980, 1984
- 237 J 148 Chambre de commerce et d'industrie de Marseille, invitation à des visites des centres socio-éducatifs de l'ATOM: correspondance.
1974, 1975, 1979
- 237 J 149 Institut de recherches et d'études sur le monde arabe (IRENAM) du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), participation à des sessions de formation: invitations, programmes, bulletin d'inscription, correspondance (1988, 1989); mise en œuvre d'une collaboration avec l'ATOM au sujet d'une enquête sur l'insertion professionnelle des jeunes immigrés: correspondance (1989).
1988, 1989
- 237 J 150 Institut d'études et de recherches interethniques et interculturelles (IDERIC) de l'Université de Nice, participation à une journée d'études sur la notion de seuil de tolérance: rapport intermédiaire sur l'étude des effets de la formation sur les travailleurs immigrés, notes de synthèse, liste de participants, comptes rendus de réunion, budget prévisionnel, correspondance.
1974

Partenariats privés

Associations filiales

- 237 J 151 Centre d'accueil nord-africain (CANA): statuts, rapport d'activités.
1950, [1957]
- Le CANA est créé en 1950 (Journal Officiel du 11 juillet 1950) pour assurer la préformation des travailleurs nord-africains. En 1958, avec la création de l'ACPM, le CANA s'oriente vers l'accueil des adolescents migrants. En 1978, avec l'ouverture du centre de préformation pour adolescents de l'ACPM, le CANA se concentre sur l'apprentissage et l'insertion des adolescentes et jeunes femmes migrantes pour devenir le centre de préformation professionnelle pour femmes étrangères.*



Michalczak, Marc
Conseil Général 13 / Archives départementales
Tous droits réservés

237 J 151 – Statuts du Centre d'accueil nord-africain, 10 juillet 1950 (1^{ère} page).

237 J 152

Association des centres de préformation de Marseille. – Service Diffusion aides pédagogiques, suivi de la création et demande de subvention et de prêt auprès du FAS : convention entre l'ACPM et le FAS, compte rendu de réunion, correspondance (1975) ; fonctionnement et administration : bilans, comptes de gestion, projet de budget, procès-verbal de réunion, correspondance (1975-1976) ; actions en faveur des réfugiés d'Asie du sud-est : compte rendu de mission, notes de synthèse, notes manuscrites, correspondance (1975, 1976). Service Formation des formateurs, organisation des stages et des missions : demande d'inscription, comptes rendus de missions, rapports de stages, supports de stages (1973-1976) ; demandes de subventions auprès du Fonds social européen, du FAS et du ministère d'État chargé des Affaires sociales : demandes de concours, rapport d'activités, correspondance (1973-1975) ; gestion financière : budgets (1973, 1974) ; évaluation (1973). Centre de préformation pour adolescents (CPA), suivi de la création : projets de création, plan de masse, esquisses, comptes rendus de conseil d'administration, notes de synthèse, correspondance (1975-1978).

1973-1978

L'ACPM est déclarée à la préfecture des Bouches-du-Rhône le 18 avril 1958. Sous la tutelle du Ministère du Travail, le centre assure la formation des adultes migrants. À partir des années 1970, les activités de l'association se diversifient avec le développement d'un service de formation des formateurs en 1973 et l'ouverture d'un centre de préformation pour adolescents en 1978. De nos jours, l'association, qui a gardé son acronyme, se dénomme Association de formation pour la coopération et la promotion professionnelle méditerranéenne.

- 237 J 153 Association pour la diffusion des aides pédagogiques (ADAP), création de l'association et transfert de compétences du Service de diffusion des aides pédagogiques de l'ACPM à l'ADAP : convention entre le FAS d'une part et l'ADAP et l'ACPM d'autre part, statuts, avenant à la convention (1976) ; activités : liste de participants, correspondance (1978) ; gestion financière : bilans financiers, comptes d'exploitation (1978). 1976, 1978

Associations non affiliées

- 237 J 154 Fédération des centres sociaux et socio-culturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur, participation aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration : convocations, comptes rendus du conseil d'administration, listes des membres du conseil d'administration, rapports d'activités, rapport d'orientation, rapport financier, budgets prévisionnels, correspondance. 1985-1988
- 237 J 155 Union régionale des œuvres et organismes privés, sanitaires et sociaux (URIOPSS), rédaction du règlement intérieur et suivi des activités de l'association : compte rendu de réunion, note de synthèse, schéma de règlement intérieur, correspondance. 1968, 1973
- 237 J 156 Comité de liaison des associations du réseau national d'accueil (CLARA), suivi des activités : statuts, projet de règlement intérieur. 1978
- 237 J 157 Maison de l'Étranger, participation aux réunions du bureau : avis de réunion, procès-verbal de réunion, rapport d'activités, projets de budgets, statuts, correspondance (1976-1978) ; participation à des journées de travail sur le thème « Culture et immigration » (1981). 1976-1978, 1981
- 237 J 158 Amicale pour l'enseignement des étrangers, participation aux réunions du conseil d'administration : convocations, procès-verbaux, notes de synthèse, budgets prévisionnels. 1975-1977

- 237 J 159 Association régionale d'études et d'actions auprès des Tsiganes (AREAT), transfert de la gestion de l'aire de stationnement pour gens du voyage de Saint-Menet : convention entre l'ATOM et l'AREAT, compte rendu de réunion, rapport d'activités de l'aire de stationnement de Saint-Menet, correspondance (1982, 1983) ; invitation à des réunions concernant la cité du Vieux Moulin, Saint-Joseph : compte rendu de réunion, correspondance (1985, 1986).
1982, 1983, 1985, 1986
- 237 J 160 Fédération des amis de l'instruction laïque (AIL), invitation au congrès départemental : invitation, programme, liste des membres du conseil d'administration, fiche de candidature au conseil d'administration, bilan et compte de gestion, correspondance.
1986
- 237 J 161 Association pour l'animation et le développement local des 15^e et 16^e arrondissements, participation aux commissions de travail du conseil d'administration : compte rendu de conseil d'administration et de réunions, invitation, correspondance.
1987
- 237 J 162 Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion (CLAP), participation au comité régional du CLAP PACA et suivi des activités : convocations, bulletins d'inscription, comptes rendus de réunion, procès-verbaux, notes de synthèse, bulletins d'information, programme de journées d'études, revue bimestrielle du CLAP, brochures, correspondance.
1985-1989
- 237 J 163 Association départementale pour le développement des actions de prévention (ADDAP), suivi des opérations effectuées dans le quartier de Saint-André : projet, tableau de présentation des résultats, projet éducatif, correspondance.
1988
- 237 J 164 Service social d'aide aux émigrants (SSAE), invitation au conseil d'administration et demande d'informations : correspondance.
1972-1977
- 237 J 165 Coordination des actions d'accueil et socio-éducatives en direction des migrants, participation à des groupes de travail : conclusions de réunions, projet de questionnaire, notices sur les centres sociaux de l'ATOM, correspondance.
1981

237 J 166	Association pour le développement régional des actions de formation des migrants (ADRAFOM), invitation à des journées de travail et à des stages : notes d'information, notice sur les propositions de formation, correspondance.	1982-1988
237 J 167	Agence pour le développement des relations interculturelles (ADRI), invitation à des journées d'études : programme, correspondance.	1986-1988
237 J 168	Échanges Méditerranée, participation à des journées d'études et suivi des activités de l'association : programmes, budget prévisionnel, bulletins d'information, rapport, correspondance.	1981-1989
237 J 169	Association Émergence, organisation de réunions de travail : correspondance.	1987
237 J 170	Centre régional d'innovations sociales (CRIS), invitation à un groupe de travail sur le thème « De l'exclusion à l'insertion » : liste des invités, correspondance.	1986
237 J 171	Bureau régional d'études familiales, participation à des réunions : convocations, liste des invités, programme, correspondance.	1981
237 J 172	Association des foyers de province, participation à une réunion : compte rendu de réunion.	1986
237 J 173	Atelier Champ social, invitation à participer au projet de recherche « Stratégie des dispositifs sociaux localisés face à l'organisation autonome des jeunes » : correspondance, bon de commande.	1989
237 J 174	Centre de culture scientifique, technique et industrielle Provence-Méditerranée (CCSTI), participation à une réception en présence d'élus locaux (18 octobre 1988) : invitation, catalogue des ressources du centre, correspondance.	1988
237 J 175	Association d'entraide des Vietnamiens d'Aix-Marseille (AEVAM), invitation à participer au comité d'honneur des XXIII ^{èmes} Olympiades des Vietnamiens en Europe : correspondance.	1988

- 237 J 176 Office départemental d'action culturelle de l'Hérault, participation au colloque « Dis-moi ta culture » (2-3 juin 1988) : programme du colloque, bulletin d'inscription, correspondance. 1988
- 237 J 177 Association des juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés, participation au colloque « Droit et immigration » (29-30 janvier 1982) : communiqué de presse, bulletin d'inscription, compte rendu du colloque, brochure d'information. 1982
- 237 J 178 Survie 88, invitation à l'opération « Allumons l'espoir » : correspondance. 1988
- 237 J 179 Association Rencontre et Amitié, Radio Gazelle, organisation d'une rencontre-débat autour du livre « Les Cités interdites » de Maurice Lemoine : brochure, correspondance. 1988
- 237 J 180 Comité national d'entraide franco-vietnamien, franco-cambodgien, franco-laotien, participation à des actions en faveur des réfugiés d'Asie du sud-est : communiqué, comptes rendus de réunion, correspondance. 1975, 1976
- 237 J 181 Cimade, refus de rendez-vous avec les monitrices des centres socio-éducatifs : correspondance. 1970, 1972
- 237 J 182 Association pour la réinsertion de l'enfance et de l'adolescence (ARENA), réception d'une lettre de remerciement pour une visite de centre social : correspondance. 1973
- 237 J 183 Centre d'orientation, de documentation et d'information féminin (CODIF), réponse à un questionnaire d'informations : questionnaire, fiche d'informations sur les services de l'ATOM, correspondance. 1979-1985
- 237 J 184 Médecins sans frontières, réception du planning de l'Unité mobile médico-sociale : planning, correspondance. 1988
- 237 J 185 Collectif régional Tiers-Monde, réponse à une demande de souscription pour un guide de ressources : rapport du secrétariat d'État chargé des droits des femmes, correspondance. 1988, 1989

- 237 J 186 Comité interprofessionnel du logement des Bouches-du-Rhône (CIL), demande de prêt pour un employé d'ATOM : lettre d'engagement, correspondance. 1982
- 237 J 187 Culture promotion Méditerranée, suivi de stagiaires : correspondance. 1980
- 237 J 188 Entraide des Bouches-du-Rhône, don de vêtements : correspondance. 1977

Sociétés

- 237 J 189 Films de la maîtrise, convention : projet de convention, convention entre l'ACPM et les Films de la maîtrise, memorandum de mise au point, correspondance. 1975, 1976

Partenariats internationaux

- 237 J 190 Commission des Communautés européennes, rencontre autour d'échanges d'expériences entre l'Association des Centres de Préformation de Marseille et l'École des Étangs noirs du Service social des étrangers belge (8-9 octobre 1980) : rapport sur le projet pilote de l'École des Étangs noirs, rapport d'activités du Service social des étrangers, factures, correspondance. 1980
- 237 J 191 UNESCO, participation à une enquête sur l'évolution de la vie culturelle des femmes immigrées maghrébines à Marseille et sa région : proposition de réponse à un appel d'offre, compte rendu de réunion, note d'information, avant-projet, états financiers, rapport d'enquête, coupures de journaux, correspondance. 1985
- 237 J 192 Office franco-québécois pour la jeunesse, organisation de la visite des participants au voyage d'étude du groupe alphabétisation des adultes (16-19 mai 1980) : programme de visite, factures, correspondance. 1980

DOCUMENTATION, INFORMATION, COMMUNICATION

Publications et rapports

- 237 J 193 Plaquettes et notices de présentation de l'association. 1950, 1986
- 237 J 194 Bulletins d'information ADRIM Info.

1984 (septembre)-1986 (septembre)

Il manque les numéros 15 à 18 de l'année 1986.

AD R I M

Association pour le Développement des Relations Intercommunautaires
à Marseille

58, Boulevard de Strasbourg
13003 MARSEILLE

MARSEILLE, LE - SEPTEMBRE 1984 -

(01) 62 40 41 (3 lignes groupées)

- * A D R I M - I N F O * -

1

A.D.R.I.M.-INFO est une feuille d'information du Personnel A.D.R.I.M.
Si chacun la juge utile, elle sera distribuée régulièrement. Elle a pour but de faire parvenir aux salariés de l'A.D.R.I.M. des informations sur la vie de l'Association, et de transmettre des renseignements qui peuvent être utiles aux centres A.D.R.I.M.
J'invite chaque salarié à me communiquer des informations brèves qui pourraient rendre service aux autres centres et qui pourraient apparaître dans A.D.R.I.M.-INFO.

Robert SIMON, Directeur Général

*
* *

- 5 Septembre 1984 : Lettre du Directeur du F.A.S. faisant état des modalités de régularisation des relations entre le F.A.S. et l'A.D.R.I.M. sur la période 1969 à 1984. Le F.A.S. a définitivement arrêté le montant de ses subventions pour 1982, 1983, et 1984. Ainsi se trouvent éclaircies les relations financières entre l'A.D.R.I.M. et le F.A.S. Une convention gageant les biens immobiliers de l'A.D.R.I.M. devra être signée. Un bilan d'application des nouvelles orientations sera à faire en fin d'année.
- Une convention a été signée entre l'A.D.R.I.M. et le Centre Social de la Paternelle L'A.D.R.I.M. met deux personnes à disposition du Centre Social, pendant un an, pour l'aider à démarrer.
- Une lettre a été adressée aux multiples partenaires de l'A.D.R.I.M. pour les informer de la nouvelle organisation de recrutements pour les stages A.C.P.M. et C.A.N.A. Dorénavant, ces recrutements sont assurés directement par ces deux organismes de formation.
- Réorganisation des centres : Les nouvelles affectations du Personnel seront décidées le 24 Septembre. Les équipes ainsi constituées devront élaborer leur programme d'activités 1984/1985 avant le 15 Octobre en utilisant le cadre fourni par la note sur les orientations générales de l'A.D.R.I.M.
- Convention Collective : un projet de protocole d'accord sur l'application de la convention collective S.N.A.E.S.C.O. a été communiqué le 17 Septembre aux trois organisations syndicales, avec un tableau indiquant les anciennes et nouvelles rémunérations de chaque salarié.

./..

C. C. P. Marseille 851-34 - Association régie par la loi 1901 - Ex A.T.O.M. - N° SIRET 77555878600015

Michalczak, Marc
Conseil général 13 / Archives départementales
Tous droits réservés

237 J 194 – Bulletin d'information ADRIM Info, n°1, septembre 1984 (1^{ère} page).

237 J 195

Rapports produits par l'association sur des thématiques diverses. – Opération Action Rapatriés (1997). Services d'information sur les discriminations et l'égalité des chances (2006).

1997, 2006

Dans le cadre de l'opération Action Rapatriés, l'AD R I M a été missionnée par la préfecture entre janvier 1995 et décembre 1996 pour accueillir et orienter les familles françaises d'Algérie contraintes de regagner la France et désirant s'installer à Marseille.

Communication autour d'événements

237 J 196

Journées organisées à l'occasion de l'inauguration de centres socio-éducatifs. – Centre des Cèdres (21 mars 1985) : liste des invités, correspondance. Centre de la

- (septembre) 1986 - Cabucelle (28 septembre 1987) : programme, invitation, notes manuscrites, correspondance. 1985, 1987
- 237 J 197 Autres manifestations. – Journée autour de la visite des centres socio-éducatifs des 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements (13 juin 1985) : listes des invités, correspondance, invitations. Projection du film Malika Marseille en présence des monitrices et animateurs des centres socio-éducatifs et de femmes de la ZUP (19 septembre 1985) : liste des invités, correspondance. Journée autour de la rencontre du conseil d'administration avec les collaborateurs de Georgina Dufoix, ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale (18 décembre 1985) : liste des invités, invitations, correspondance. Journée organisée à l'occasion du départ de Monsieur Simon, directeur général, et de l'arrivée de Monsieur Garnault, son successeur (3 septembre 1987) : listes des invités, correspondance. 1985, 1987
- Documentation**
- 237 J 198 Commission nationale pour le développement social des quartiers (DSQ). – Forum « Agir dans le quartier » à Saint-Fons (4-5 octobre 1985) : comptes rendus. Forum « Culture et quartiers » à Bordeaux (24-25 janvier 1985) : compte rendu. Colloque sur le « Développement local » à Apt (16- 18 mars 1984) : rapport. Publication « Ces quartiers où s'invente la ville » (s.d.). 1984, 1985
- La commission nationale pour le développement social des quartiers a été créée le 23 décembre 1981 et a été chargée par le Premier ministre de mener des actions d'intervention d'urgence dans certains quartiers.*
- 237 J 199 Commission internationale catholique pour les migrations intra-européennes pilotée par le comité catholique pour les migrations intra-européennes : publications des contributions. 1973-1978
- 237 J 200 Conférence sur l'économie sociale en présence de Jean Gatel, secrétaire d'État chargé de l'Économie sociale, (14 janvier 1985) : notes manuscrites. 1985

NOTICE BIOGRAPHIQUE

LOUIS ET SIMONE BELPÈRE¹⁰

Louis et Simone Belpère sont les fondateurs de l'ATOM. Ils ont consacré à l'association trente ans de leur vie.

Louis Belpère est issu de la bourgeoisie lyonnaise. Il fait des études de lettres et de droit à l'Institut catholique. Il y fréquente les cercles catholiques universitaires et est invité, par leur intermédiaire, à fonder à Marseille en 1934 un foyer d'accueil pour étudiants africains de Marseille. Dans des cercles de discussions, il rencontre les notables marseillais des milieux économiques et politiques. Il fait la connaissance de son épouse en 1938 quand cette dernière, issue d'une famille de notables marseillais, vient proposer ses services au foyer des étudiants africains.

En 1943, inquiété par les services allemands, Louis Belpère se réfugie chez des protestants du Quers puis rejoint Paris en 1945 où il est devenu inspecteur du Mouvement de Libération Nationale. Il fait alors la connaissance de nombreuses personnalités liées au MRP qui seront de précieux appuis pour le couple par la suite.

ANNEXES

Les Belpère sont contactés par le prêtre et sociologue social de Marseille qui leur confie une mission d'études sur les immigrés. À la suite de cette étude, est fondé l'ATOM. Le couple est alors au cœur des mouvements sociaux catholiques et est fortement soutenu politiquement et financièrement par les institutions nationales qui traitent des questions d'immigration : le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Intérieur, le FAS. Louis Belpère, en tant que directeur, gère l'aspect administratif et financier de l'association. Simone Belpère, en tant que directrice des centres socio-éducatifs, recrute le personnel et gère les foyers.

En 1981, à la suite de plusieurs enquêtes administratives, le couple est évincé de la direction de l'ATOM, qui, après remaniement administratif, devient l'ADRM.

¹⁰ Le fonds de l'association ne permet pas de donner le contenu de l'ouvrage. Ce livre biographique a donc été rédigé à partir des ouvrages suivants : DUPORT Claire et PÉRALDI Michel, « Non retour à l'origine de la ville et exilés sociaux : à l'origine sociale des classes moyennes. Aix-en-Provence : Éditions Mémoires des sciences de l'homme, 1998, p. 107 et 108 et SALA-PALA Valérie, « L'histoire de l'association de l'ATOM : les premières années. Les associations franco-africaines. Thèse de doctorat en sciences politiques, Université de Rouen I, 2005, p. 201-202.

Il résulte par ailleurs, de recherches effectuées par le 5 janvier 1977 sur le site de l'association que les migrants n'ont jamais quitté l'association. Louis Belpère : <http://www.iaa.fr/vidos/77305424> (site consulté le 24 octobre 2013).

NOTICE BIOGRAPHIQUE

LOUIS ET SIMONE BELPEER²⁰

Louis et Simone Belppeer sont les fondateurs de l'ATOM. Ils ont consacré à l'association trente ans de leur vie.

Louis Belppeer est issu de la bourgeoisie lilloise. Il fait des études de lettres et de droit à l'Institut catholique. Il y fréquente les cercles catholiques universitaires et est invité, par leur intermédiaire, à fonder à Marseille en 1934 un foyer d'accueil pour étudiants africains de Marseille. Dans des cercles de discussions, il rencontre les notables marseillais des milieux économiques et politiques. Il fait la connaissance de son épouse en 1948 quand cette dernière, issue d'une famille de notables marseillais, vient proposer ses services au foyer des étudiants africains.

En 1943, inquieté par les services allemands, Louis Belppeer se réfugie chez des protestants du Queyras puis rejoint Paris en 1945 où il est devenu inspecteur du Mouvement de Libération Nationale. Il fait alors la connaissance de nombreuses personnalités liées au MRP qui seront de précieux appuis pour le couple par la suite.

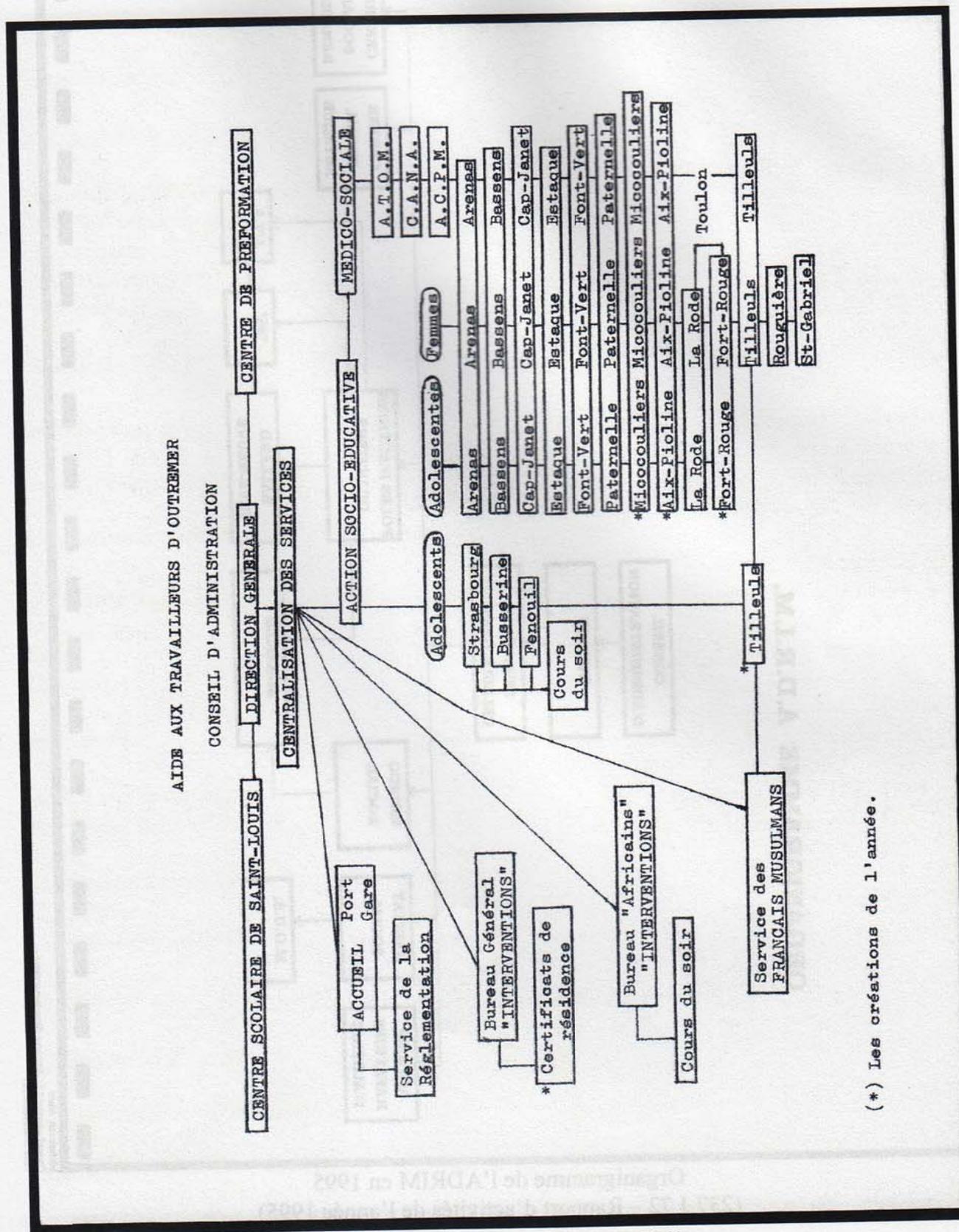
Les Belppeer sont contactés par le président du Secrétariat social de Marseille qui leur confie une mission d'études sur les immigrés. À la suite de cette étude, est fondée l'ATOM. Le couple est alors au cœur des mouvements sociaux catholiques et est fortement soutenu politiquement et financièrement par les institutions nationales qui traitent des questions d'immigration : le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Intérieur, le FAS. Louis Belppeer, en tant que directeur, gère l'aspect administratif et financier de l'association. Simone Belppeer, en tant que directrice des centres socio-éducatifs, recrute le personnel et gère les foyers.

En 1981, à la suite de plusieurs enquêtes administratives, le couple est évincé de la direction de l'ATOM, qui, après remaniement administratif, devient l'ADRM.

²⁰ Le fonds de l'association ne permet pas de retracer le parcours du couple Belppeer. Cette notice bibliographique a donc été rédigée à partir des ouvrages suivants : DUPORT Claire et PERALDI Michel. *Action culturelle, politiques de la ville et mobilité sociale : la longue marche des classes moyennes*, Aix-en-Provence : Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, 1998, p. 103 et 105 et SALA PALA, Valérie. *Politique du logement social et construction des frontières ethniques. Une comparaison franco-britannique*. Thèse de doctorat en sciences politiques, Rennes : Université de Rennes I, 2005, p. 201-202.

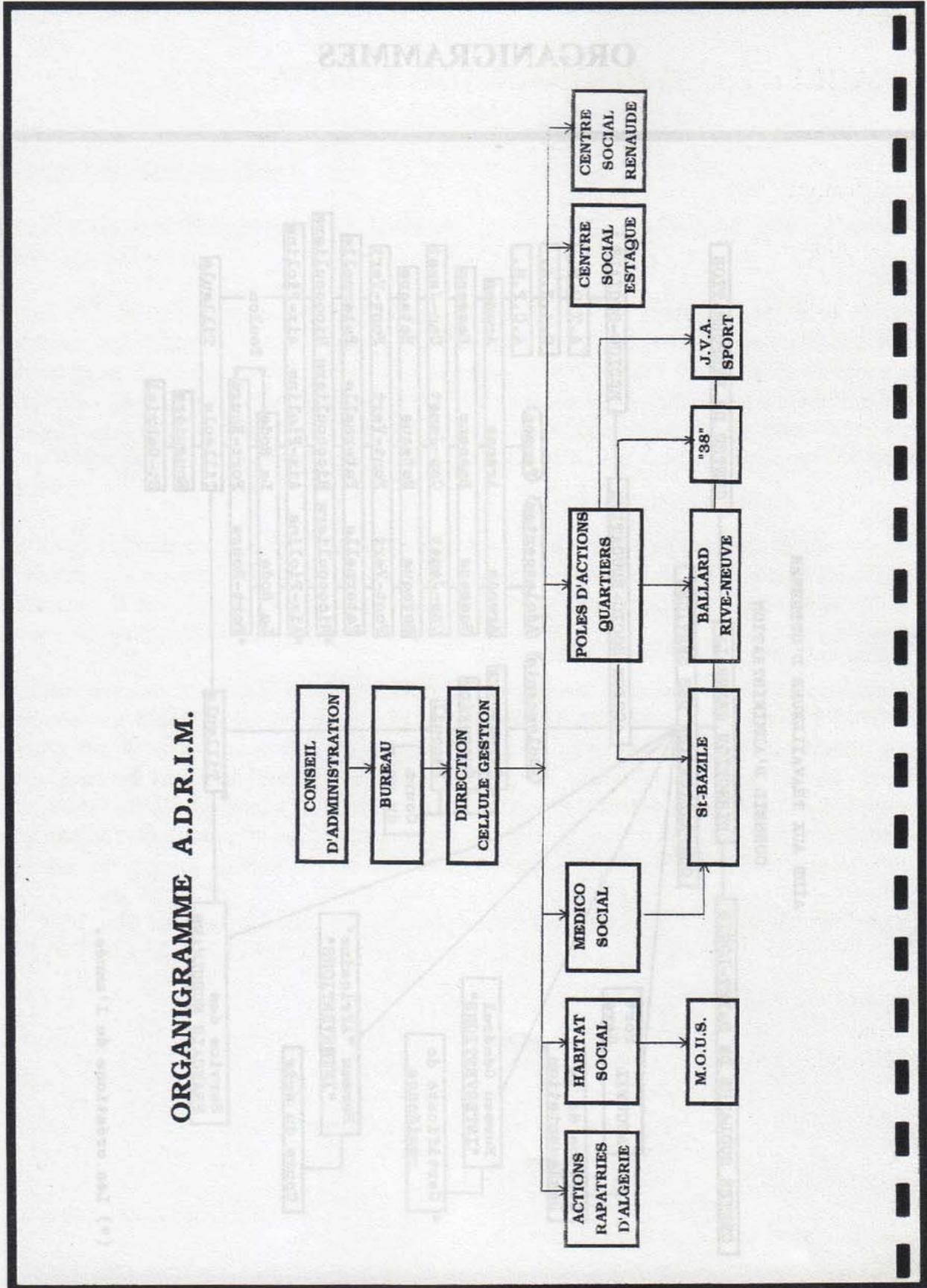
Il convient, par ailleurs, de signaler un reportage fait le 7 janvier 1975 sur le thème « Le racisme ou les migrants » dans lequel apparaît Louis Belppeer : <http://www.ina.fr/video/CPC75054574> (site consulté le 24 octobre 2013).

ORGANIGRAMMES



(*) Les créations de l'année.

Organigramme de l'ATOM en 1969
(237 J 71 – Rapport d'activités de l'année 1969)



Organigramme de l'ADRIM en 1995
(237 J 72 – Rapport d'activités de l'année 1995)

TABLEAU MÉTHODIQUE DES MOTS-MATIÈRES DE L'INDEX

Administration

Administration générale

Assemblée générale
Conseil d'administration
Département
Établissement public
Personnel

Économie

Entreprise

Commissaire aux comptes

Éducation et sciences

Organisation scolaire

École
Examen

Immobilier

Aire de stationnement
Amélioration de l'habitat
Foyer
Habitation à loyer modéré
Logement
Société de construction

Extérieur

Relations internationales

Organisation internationale

Justice

Justice pénale

Délinquance

Organisation judiciaire

Avocat
Juridiction

Opinion**Mouvement d'idées**

Racisme
Tolérance

Élections

Élections

Société**Emploi**

Formation professionnelle
Insertion professionnelle
Licenciement
Stagiaire

Population

Femme
Jeune
Nomade
Personne âgée
Réfugié

Santé

Halte garderie

Travail

Comité d'entreprise
Syndicat

Temps libre et sociabilité**Loisirs**

Centre de loisirs
Manifestation sportive
Sport

Administration

Administration générale

Assemblée générale

Conseil d'administration

Département

Établissement public

Personnel

Économie

Études

Commission aux comptes

Éducation et sciences

Organisation scolaire

École

Examen

Immobilier

Aire de stationnement

Amélioration de l'habitat

Foyer

Habitation à loyer modéré

Logement

Société de construction

Extérieur

Relations internationales

Organisation internationale

Justice

Justice pénale

Éducation

INDEX ALPHABETIQUE DES MOTS-MATIÈRES, NOMS DE LIEUX ET NOMS DE PERSONNES²¹

On trouvera ci-dessous :

- un index des noms de lieux en minuscules italiques ;
- un index des noms de personnes physiques ou morales en petites capitales romaines ;
- un index des mots-matières en minuscules romaines (indexation effectuée selon le *Thesaurus pour la description et l'indexation des archives locales, anciennes, modernes et contemporaines*, 2011).

A

ADMINISTRATION DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES (BOUCHES-DU-RHONE)
237 J 3

AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS INTERCULTURELLES (ADRI)
237 J 167

aire de stationnement
237 J 96
237 J 159

Allos (Alpes-de-Haute-Provence, France)
237 J 118

amélioration de l'habitat
237 J 97
237 J 100
237 J 143

AMICALE POUR L'ENSEIGNEMENT DES ETRANGERS
237 J 158

Ancelle, château de (Hautes-Alpes, France)
237 J 118

Apt (Vaucluse, France)

²¹ L'indexation a été effectuée selon les modalités pratiques définies par la circulaire de la Direction des Archives de France du 5 septembre 1994 (AD 94-8). Cette circulaire s'appuie sur les normes AFNOR et ISO suivantes : *Règles d'établissement des thesaurus monolingues*, NF Z 47-100, décembre 1981 ; *Principes généraux pour l'indexation des documents*, NF Z 47-102, octobre 1993 ; *Liste d'autorités de matières, structure et règles d'emploi*, NF Z 47-200, mars 1985. L'indexation des typologies documentaires n'a pas été pratiquée. Elle présentait peu d'intérêt, étant donné qu'elle aurait renvoyé le lecteur à des suites d'articles peu homogènes.

237 J 198

Arenas, quartier de l'
237 J 74-87

CENTRE DE RETENTION D'ARENC

237 J 95

assemblée générale

237 J 4

ASSOCIATION ÉMERGENCE

237 J 169

ASFO PROVENCE

237 J 65

ASSOCIATION D'ENTRAIDE DES VIETNAMIENS D'AIX-MARSEILLE (AEVAM)

237 J 175

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PREVENTION
(ADDAP)

237 J 163

ASSOCIATION DES CENTRES DE PREFORMATION DE MARSEILLE (ACPM)

237 J 63

237 J 152

237 J 190

ASSOCIATION DES FOYERS DE PROVINCE

237 J 172

ASSOCIATION DES JURISTES POUR LA RECONNAISSANCE DES DROITS FONDAMENTAUX DES
IMMIGRES

237 J 177

ASSOCIATION POUR LA DIFFUSION DES AIDES PEDAGOGIQUES (ADAP)

237 J 153

ASSOCIATION POUR L'ANIMATION ET LE DEVELOPPEMENT LOCAL DES 15^E ET 16^E
ARRONDISSEMENTS (MARSEILLE)

237 J 161

ASSOCIATION POUR LA REINSERTION DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE (ARENA)

237 J 182

ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT REGIONAL DES ACTIONS DE FORMATION DES MIGRANTS
(ADRAFOM)

237 J 166

ASSOCIATION REGIONALE D'ETUDES ET D' ACTIONS AUPRES DES TSIKANES (AREAT)
237 J 159

ASSOCIATION REGIONALE POUR LA FORMATION DES PERSONNELS DES ORGANISMES SANITAIRES,
SOCIAUX ET CULTURELS (ARFOSC)
237 J 62

ASSOCIATION RENCONTRE ET AMITIE
237 J 179

ATELIER CHAMP SOCIAL
237 J 173

Autrans (Isère, France)
237 J 118

avocat
237 J 59

Aygalades, quartier des
237 J 74-87

B

Bassens, cité de
237 J 74
237 J 76
237 J 97
237 J 106

Bégude, quartier de la
237 J 132

BELPEER, LOUIS
237 J 28

Belsunce, quartier de
237 J 103
237 J 110
237 J 144

bidonville, voir amélioration de l'habitat

Bordeaux (Gironde, France)
237 J 198

Briançon (Hautes-Alpes, France)
237 J 118

Bricarde, cité de la

237 J 74

237 J 77

237 J 110

BUREAU REGIONAL D'ETUDES FAMILIALES

237 J 171

C

Cabucelle, cité de la

237 J 74

237 J 77

237 J 101

237 J 107

237 J 109-111

237 J 196

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (BOUCHES-DU-RHONE)

237 J 96

237 J 101

237 J 107

237 J 118

Capelette, quartier de la,

237 J 136

Cayolle, quartier de la

237 J 74

237 J 78

237 J 97

Cèdres, cité des

237 J 74

237 J 78

237 J 101

237 J 108- 110

237 J 125

237 J 129

237 J 196

CENTRE D'ACCUEIL DE DEMANDEURS D'ASILE (CADA)

237 J 136

CENTRE D'ACCUEIL NORD-AFRICAIN (CANA)

237 J 141

237 J 151

- CENTRE DE CULTURE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE PROVENCE-MEDITERRANEE (CCSTI)
237 J 174
- centre de loisirs
237 J 108
237 J 110
237 J 119
- CENTRE DE PREFORMATION POUR ADOLESCENTS (CPA)
237 J 152
- centre de vacances, voir centre de loisirs
- CENTRE D'ORIENTATION, DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION FEMININ (CODIF)
237 J 183
- CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)
237 J 149
- CENTRE REGIONAL D'INNOVATIONS SOCIALES (CRIS)
237 J 170
- CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE
237 J 67
237 J 148
- CIMADE
237 J 181
- COLLECTIF REGIONAL TIERS-MONDE
237 J 185
- COMITE CONSULTATIF DEPARTEMENTAL D'ACTION SOCIALE AU PROFIT DES TRAVAILLEURS ETRANGERS
237 J 139
- COMITE D'ACTION INTERMINISTERIEL POUR LES AFFAIRES SOCIALES INTERESSANT LA POPULATION MUSULMANE ALGERIENNE RESIDANT EN METROPOLE
237 J 27
- COMITE DEPARTEMENTAL DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE
237 J 140
- COMITE DE LIAISON DES ASSOCIATIONS DU RESEAU NATIONAL D'ACCUEIL (CLARA)
237 J 156
- COMITE DE LIAISON POUR L'ALPHABETISATION ET LA PROMOTION (CLAP)
237 J 162

comité d'entreprise

237 J 36-41

COMITE D'INITIATIVE ET DE CONSULTATION D'ARRONDISSEMENT (CICA)

237 J 146

COMITE INTERPROFESSIONNEL DU LOGEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE (CIL)

237 J 186

COMITE NATIONAL D'ENTRAIDE FRANCO-VIETNAMIEN, FRANCO-CAMBODGIEN, FRANCO-LAOTIEN, PARTICIPATION A DES ACTIONS EN FAVEUR DES REFUGIES D'ASIE DU SUD-EST

237 J 180

commissaire aux comptes

237 J 34

COMMISSION D'ARRONDISSEMENT DE MARSEILLE

237 J 126

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

237 J 190

COMMISSION EXTRA-MUNICIPALE D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE COMMUNAL

237 J 143

COMMISSION INTERNATIONALE CATHOLIQUE POUR LES MIGRATIONS INTRA-EUROPEENNES

237 J 199

COMMISSION LOCALE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS

237 J 144

COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS

237 J 198

COMMISSION NATIONALE PROVISOIRE DE FORMATION DES MIGRANTS

237 J 137

CONFEDERATION FRANÇAISE DEMOCRATIQUE DU TRAVAIL (CGT)

237 J 42

CONFEDERATION GENERALE DES CADRES (CGC)

237 J 43

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL (CGT)

237 J 44

CONSEIL COMMUNAL DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE (MARSEILLE)

237 J 145

conseil d'administration

- 237 J 5
- 237 J 61-62
- 237 J 108
- 237 J 147
- 237 J 152
- 237 J 154
- 237 J 158
- 237 J 160-161
- 237 J 164
- 237 J 197

COORDINATION DES ACTIONS D'ACCUEIL ET SOCIO-EDUCATIVES EN DIRECTION DES MIGRANTS
237 J 165

Créneaux, cité des

- 237 J 74
- 237 J 79,
- 237 J 87
- 237 J 89
- 237 J 101
- 237 J 108
- 237 J 110-111
- 237 J 116

CULTURE PROMOTION MEDITERRANEE
237 J 187

D

délinquance
237 J 140, 145

département
237 J 139-141

DIJOU, PAUL
237 J 130

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS 237 J 110, 116,

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES (BOUCHES-DU-RHONE)
237 J 134
237 J 136-137

DIRECTION DE LA POPULATION ET DES MIGRATIONS (MINISTERE DU TRAVAIL)
237 J 138

DIRECTION DU TRAVAIL ET DE LA MAIN D'ŒUVRE (BOUCHES-DU-RHONE)

237 J 70

DUFOIX, GEORGINA

237 J 197

E

ÉCHANGES MEDITERRANEE

237 J 168

école

237 J 108

237 J 110

237 J 190

ÉCOLE DES ÉTANGS NOIRS (BELGIQUE)

237 J 190

élections

237 J 37, 70

ENTRAIDE DES BOUCHES-DU-RHONE

237 J 188

Estaque, cité de l'

237 J 74

237 J 80

237 J 97

237 J 101

237 J 108-110

237 J 116

237 J 118

établissement public

237 J 147-150

examen

237 J 112

F

FEDERATION DES AMIS DE L'INSTRUCTION LAÏQUE (AIL)

237 J 160

FEDERATION DES CENTRES SOCIAUX ET SOCIO-CULTURELS DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

237 J 154

femme

237 J 106
 237 J 110
 237 J 191
 237 J 197

Fenouils, cité des

237 J 90

FILMS DE LA MAITRISE

237 J 189

FONDS D'ACTION ET DE SOUTIEN POUR L'INTEGRATION ET LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS (FASILD)

237 J 133

FONDS D'ACTION SOCIALE (FAS)

237 J 26
 237 J 96-97
 237 J 113
 237 J 117
 237 J 132-133
 237 J 138
 237 J 152-153

FONDS SOCIAL EUROPEEN (FSE)

237 J 28

Font-Vert, cité de

237 J 74
 237 J 81
 237 J 101
 237 J 106
 237 J 108
 237 J 110-111
 237 J 129

FORCE OUVRIERE (FO)

237 J 45

formation continue, voir formation professionnelle

formation professionnelle

237 J 53
 237 J 60
 237 J 63
 237 J 65
 237 J 67
 237 J 138

Fort-Rouge, cité de

237 J 75
237 J 82
237 J 97

foyer

237 J 172
237 J 88-90
237 J 97

G

GATEL, JEAN

237 J 200

Gavotte, cité de la

237 J 75
237 J 83
237 J 90
237 J 110
237 J 116

Ghisonaccia (Haute-Corse, France)

237 J 123

Goudargues (Gard, France)

CAMP DE
237 J 108

La Gréolières (Alpes-Maritimes, France)

237 J 119

H

habitation à loyer modéré

237 J 147

halte garderie

237 J 110

I

insertion professionnelle

237 J 133-137
237 J 149

insertion sociale, voir insertion professionnelle

INSTITUT D'EDUCATION PERMANENTE

237 J 66

INSTITUT D'ETUDES ET DE RECHERCHES INTERETHNIQUES ET INTERCULTURELLES (IDERIC)

237 J 150

INSTITUT DE RECHERCHES ET D'ETUDES SUR LE MONDE ARABE (IRENAM)

237 J 149

J

jeune

237 J 88-90

237 J 114- 116

237 J 139

237 J 173

237 J 192

juridiction

237 J 59

L

La Ciotat (Bouches-du-Rhône, France)

237 J 118

LAMY

237 J 64

Les Grailles (Cruis, Alpes-de-Haute-Provence, France ; lieu-dit)

237 J 118

licenciement

237 J 58

237 J 59

logement

237 J 100

237 J 126-132

LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION MEDITERRANEENNE (LOGIREM)

237 J 100

237 J 131

M

MAISON DE L'ETRANGER

237 J 157

manifestation sportive

237 J 123

MUNICIPALITE DE MARSEILLE

237 J 120

237 J 121

237 J 131

237 J 134

237 J 142-146

MARSEILLE-AMENAGEMENT

237 J 128

MEDECINS SANS FRONTIERES

237 J 184

Maurelette, cité de la

237 J 132

Micocouliers, cité des

237 J 132

MINISTERE DU TRAVAIL

237 J 138

N

Néréides, cité des

237 J 75

237 J 84

237 J 110

nomade

237 J 96

237 J 159

O

OFFICE DEPARTEMENTAL D'ACTION CULTURELLE DE L'HERAULT

237 J 176

OFFICE FRANCO-QUEBECOIS POUR LA JEUNESSE

237 J 192

OFFICE PUBLIC D'HABITATIONS A LOYER MODERE (OPHLM, MARSEILLE)

237 J 147

organisation internationale
237 J 191

P

Paternelle, cité de la
237 J 75
237 J 84
237 J 106

personnel
237 J 36-70

personnes âgées
237 J 110

Pinède, cité de
237 J 75
237 J 85,
237 J 110
237 J 116

Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône, France)
237 J 75
237 J 85
237 J 106

PREFECTURE (BOUCHES-DU-RHONE)
237 J 2
237 J 95
237 J 117
237 J 136

Pressensé, cité de
237 J 75
237 J 86
237 J 97
237 J 101,
237 J 109-111

R

racisme
237 J 135

réfugiés
237 J 136

237 J 152

237 J 180

Ripelle, quartier de la

AIRE DE STATIONNEMENT DE

237 J 96

S

Saint-Fons (Rhône, France)

237 J 198

Saint-Joseph, quartier de

237 J 132

237 J 159

Saint-Menet, quartier de

AIRE DE STATIONNEMENT

237 J 96

Savine, cité de la

237 J 75

237 J 86

SECRETARIAT GENERAL DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MINISTERE DU TRAVAIL)

237 J 138

SERVICE IMMOBILIER RURAL ET SOCIAL 13

237 J 128

SERVICE REGIONAL DE LIAISON ET DE PROMOTION DES MIGRANTS (BOUCHES-DU-RHONE)

237 J 95

SERVICE SOCIAL D'AIDE AUX EMIGRANTS (SSAE)

237 J 164

SERVICE SOCIAL DEPARTEMENTAL DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE

237 J 141

SERVICE SOCIAL DES ETRANGERS BELGE

237 J 190

Seyne-les-Alpes (Alpes-de-Haute-Provence, France)

237 J 118

société de construction

237 J 97

237 J 127

SOCIETE NATIONALE DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS POUR LES TRAVAILLEURS
(SONACOTRA)
237 J 127

SOCIETE PROVENÇALE D'ENTREPRISES ET DE CONSTRUCTIONS (SOPREC)
237 J 97

SOS RACISME
237 J 135

Sport
237 J 120-125

STABENOW, WOLFGANG
237 J 28

stagiaire
237 J 53
237 J 187

Strasbourg, foyer de la rue
237 J 90

SURVIE 88
237 J 178

Syndicat
237 J 42-45

SYNDICAT EMPLOYEUR DES ACTEURS DU LIEN SOCIAL ET FAMILIAL (SNAEC SO)
237 J 45

T

Tichadou, centre de
237 J 106

Tilleuls, cité des
237 J 75
237 J 87
237 J 100

tolérance
237 J 150

Toulon (Var, France)
237 J 74-87
237 J 96

TRESORERIE GENERALE (BOUCHES-DU-RHONE)

237 J 35

tribunal, voir juridiction

tsigane, voir nomade

U

UNION FRANÇAISE DES ŒUVRES DE VACANCES LAÏQUES (UFOVAL)

237 J 119

UNESCO

237 J 191

UNIFORMATION

237 J 61

UNION REGIONALE DES ŒUVRES ET ORGANISMES PRIVES, SANITAIRES ET SOCIAUX (URIOPSS)

237 J 155

V

Vallouise (Hautes-Alpes, France)

237 J 118

Vert-Bois, cité de

237 J 75

237 J 87

237 J 129

Vieux-Moulin, cité de

237 J 132

VIGGIANO, CHRISTIAN

237 J 25

Visitation, cité de la

237 J 107

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Toutes les reproductions présentées dans le présent document sont la propriété exclusive des Archives départementales des Bouches-du-Rhône.

- 237 J 1 – Statuts de l'association, 23 octobre 1986 (1^{ère} page).
- 237 J 2 – Récépissé de la déclaration de constitution de l'association faite auprès de la préfecture des Bouches-du-Rhône, 9 février 1950.
- 237 J 7 – Projet de règlement intérieur, 19 mars 1974 (1^{ère} page).
- 237 J 24 – Note de synthèse concernant l'orientation et la mise en œuvre de la réorganisation administrative de l'association, 18 juin 1984 (1^{ère} page).
- 237 J 71 – Organigramme présent dans le rapport d'activités de l'année 1969.
- 237 J 72 – Organigramme présent dans le rapport d'activités de l'année 1995.
- 237 J 95 – Bordereau de présence au centre de rétention d'Arenc des passagers non admis de la Société nationale maritime corse méditerranéenne, 2 février 1977.
- 237 J 97 – Plan de masse du centre socio-éducatif de l'ATOM au sein de la cité de transit de la Cayolle effectué par la LOGIREM, 1966.
- 237 J 109 – Extrait du plan d'activités établi centre par centre pour la période 1985-1986.
- 237 J 112 – Sujets de l'examen proposés aux jeunes filles suivant les cours de rattrapage scolaire dans les centres socio-éducatifs de l'ATOM, septembre 1975.
- 237 J 151 – Statuts du Centre d'accueil nord-africain, 10 juillet 1950 (1^{ère} page).
- 237 J 194 – Bulletin d'information ADRIM Info, n°1, septembre 1984 (1^{ère} page).

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Bibliographie	10
Sources complémentaires	13
Sommaire	16
Table des sigles	19
Répertoire numérique détaillé	21
Création.....	22
Administration et fonctionnement	23
Finances et comptabilité	26
Personnel.....	28
Activités.....	32
Partenariats	48
Documentation, information, communication.....	56
Annexes	59
Notice biographique.....	60
Organigrammes.....	61
Tableau méthodique des mots-matières de l'index	63
Index alphabétique des mots-matières, noms de lieux et noms de personnes	65